

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

Branko LAZITCH. — La crise du communisme..	1	Pablo FERNANDEZ. — Fidel Castro et sa campagne de « rectification ».....	24
Michel HELLER. — « Notre mafia soviétique ».	4	Guy HAN. — Camps de travail au Laos.....	25
Thierry PÈCLES. — La « nouvelle pensée » de Gorbatchev : le miroir aux alouettes ?.....	7	Hervé LE GOFF. — Qui sont les suspects du meurtre d'Olof Palme ?.....	27
Pierre LORRAIN. — La réforme constitutionnelle gorbatchévienne, point culminant de la « perestroïka ».....	10	NOTES ET INFORMATIONS	
Michel SLAVINSKY. — La bureaucratie, cancer de la société soviétique.....	12	Comment « l'Humanité » informe.....	21
Claude HARMEL. — Comment le PCF a isolé les socialistes des centristes.....	15	Le N° 1 communiste d'Afghanistan et son « traître » de frère.....	28
PORTRAIT		Le serpent de mer de la convertibilité du rouble.....	28
P.L. — Iégor Kouzmitch Ligatchev.....	18	Hongrie : le stationnement « provisoire » de l'Armée rouge.....	29
LE POINT DE VUE D'EST & OUEST		La Birmanie socialiste en quelques chiffres.....	29
Mathias Rust ou les deux morales.....	19	Le bilan économique « positif » de Gorbatchev.....	30
CHRONIQUES		L'URSS dans les manuels scolaires.....	30
B.L. — Désinformation soviétique. Objectif : Soljénitsyne.....	22	Communisme et grand capital.....	31
Tontcho KARABOULKOV. — Une ville bulgare menacée de disparition ?.....	23	Le modèle suisse, idéal politique des descendants de Lénine ?.....	31
		Une dérobade de G. Marchais : la non-immixtion dans les affaires d'autrui.....	31
		LIVRES	
		Pierre RIGOULOT. — Errance progressiste.....	32

LA CRISE DU COMMUNISME

Quand on s'interroge sur la politique de Gorbatchev, la réponse, par la force des choses, ne peut être ni unanime ni définitive. Son poste de secrétaire général est-il menacé ou raffermi ? Les changements qu'il impose sont-ils tactiques ou structurels ? Agit-il en léniniste orthodoxe ou révisionniste ? Sa détente sera-t-elle plus longue et « sincère » que celles qui sont intervenues sous Khrouchtchev et Brejnev ? On le voit, la controverse porte sur beaucoup de points.

Au contraire, quand on s'interroge sur la situation actuelle du communisme soviétique (et du communisme tout court), la réponse peut être à la fois unanime et définitive : il traverse une crise grave, que deux mots du vocabulaire léniniste-stalinien caractérisent bien.

Le premier mot, c'est le *reflux*, employé par Staline quand il entreprit, dès la mort de Lénine (1924), d'expliquer les « principes du léninisme ». Staline se servait de quelques notions-clé pour faire comprendre le sens de la stratégie et de la tactique. Parmi ces notions, figurait le flux et le reflux du mouvement : « La tactique consiste à fixer la ligne de conduite du prolétariat pendant la période relativement courte du flux ou du reflux du mouvement, de l'essor ou du déclin de la révolution ; à lutter pour l'application de cette ligne, en remplaçant les anciennes formes de lutte et d'organisation par de nouvelles, les anciens mots d'ordre par de nouveaux, etc. ».

De même que Staline usait abondamment de ce mot-clé, de même Gorbatchev emploie et réemploie celui de *stagnation*. C'est par ce terme qu'il

est aujourd'hui obligatoire en URSS de parler de la période brejnévienne, mais pas dans tous les domaines : si Brejnev est accusé d'avoir provoqué la stagnation de l'économie et de la politique intérieure, ce n'est pas le cas pour la politique internationale. Il lui a suffi en effet d'à peine cinq ans (1975-1980) pour faire en sorte que dix nouveaux pays deviennent marxistes-léninistes : Vietnam du sud, Laos, Cambodge, Angola, Mozambique, Ethiopie, Yémen du sud, Afghanistan, Grenade et Nicaragua. Et si, depuis lors, la stagnation règne en matière d'expansion mondiale du communisme, la responsabilité en revient plutôt à Gorbatchev. L'actuel secrétaire général n'est pas sur le point d'ajouter un ou deux pays sur la liste, mais au contraire d'en retrancher, à commencer par l'Afghanistan.

Ce reflux, cette stagnation, reflètent une *crise* du communisme. Mais comme ce mot, chez les communistes, est exclusivement réservé au capitalisme, il s'ensuit que toutes les crises qui accablent le communisme (économique, nationale, politique, idéologique, morale...) doivent être qualifiées par un autre vocable. Cela ne change toutefois rien à la réalité des choses, car la crise frappe les principales composantes du mouvement communiste :

Union soviétique. — La crise du système soviétique s'est développée d'une façon telle que désormais, elle touche tous les secteurs vitaux de la société et de l'Etat : l'économie, les nationalités, l'idéologie... Il nous a fallu attendre la « *glasnost* » pour apprendre que souvent la vérité officielle dépasse même les estimations des anti-communistes et des anti-soviétiques les plus systématiques, notamment sur le rôle de l'économie « parallèle » aujourd'hui ou sur le nombre des victimes de Staline hier. Il ne reste que deux domaines où les Soviétiques se montrent actuellement très performants : la manipulation des médias en direction du monde capitaliste et l'usage de la diplomatie dans leurs rapports avec les Etats démocratiques, en particulier avec quelques-uns des plus importants : USA, Allemagne, Inde.

Il existe probablement aussi un troisième domaine dans lequel ils progressent : l'espionnage, car l'expérience nous a appris que chaque fois que les relations Est-Ouest sont caractérisées par l'alliance ou la détente, les services secrets soviétiques profitent de la situation pour se renforcer.

Satellites européens. — Les Soviétiques ont continué à moderniser et à accumuler des armements sur le territoire des pays satellites, mais cela ne suffit plus pour maintenir ceux-ci en état de vassalité. Ces pays sont devenus des modèles dans le sens négatif de la décommunisation, la Pologne restant en tête, tantôt par sa lutte nationale face aux Soviétiques, tantôt par sa lutte de classe face à

la clique de Jaruzelski. Car la lutte de classe au sens marxiste du terme se retrouve aujourd'hui non pas dans l'Ouest capitaliste, mais dans l'Est socialiste. De même, les antagonismes nationaux s'aiguisent sous le socialisme (exemple, les relations hungaro-roumaines) et non sous le capitalisme.

Tiers monde. — Il fut un temps où les pays du tiers monde étaient considérés comme un fruit qui tomberait un jour aux mains du communisme. Ce temps est révolu : de nos jours, les communistes combattent et en même temps négocient pour essayer de sauver leurs régimes dans quatre pays de démocratie populaire : Afghanistan, Cambodge, Angola et Nicaragua. Et le modèle opérationnel considéré autrefois comme infaillible : s'emparer du pouvoir *manu militari*, se lier aux Soviétiques et s'engager contre l'« impérialisme mondial », est de moins en moins celui que suivent les apprentis-dictateurs de certains de ces pays. La disparition d'un dictateur sanguinaire, comme ceux de Guinée et de Guinée-Bissau, a entraîné un régime moins sanguinaire — sans omettre le fait que parfois le dictateur « marxiste-léniniste » se décide de lui-même à frapper à la porte du capitalisme, comme vient de le faire, par exemple, le président du Mozambique.

Mouvement communiste international. — Que ce soit dans le cadre d'institutions démocratiques parlementaires, comme en Occident, ou de la violence, comme dans plusieurs pays du tiers monde, le mouvement communiste ne connaît pas une phase ascendante. Dans la plupart des pays occidentaux, il est même sur la voie de dépérissement. La Finlande donne une idée de ce déclin : les communistes y étaient au pouvoir en 1918, au gouvernement en 1948, et captaient 20 % des suffrages dans les années 60. Aujourd'hui, divisés en trois partis, ils sont devenus totalement impuissants. Même chose pour l'Espagne : le glorieux Parti de la guerre civile d'il y a un demi-siècle n'est plus que minuscule, coupé lui aussi en trois segments distincts et hostiles.

Au temps de Brejnev, il y avait et la détente avec les Occidentaux (les accords d'Helsinki sont de l'été 1975), et l'expansion soviéto-communiste dans le tiers monde. Aujourd'hui, la détente style Gorbatchev n'est pas institutionnalisée et l'expansion communiste dans le tiers monde n'a pas continué. Certes, sur le plan militaire, l'URSS n'est pas en état d'infériorité par rapport aux Etats-Unis et à l'Occident : les maîtres du Kremlin peuvent même se vanter d'être à parité avec les Occidentaux en matière d'armes nucléaires et en état de supériorité quant aux armes conventionnelles. Mais cet avantage militaire ne se transforme plus en avantage politico-diplomatique. Sur tous les points du dialogue (ou de la confrontation) Est-Ouest, les Soviétiques ne sont plus en progrès : les conflits régionaux sont loin de se

régler selon leurs souhaits ; les droits de l'homme les ont acculés à la défensive (la répression des contestataires en URSS est de ce fait moins brutale aujourd'hui qu'hier) ; la compétition technologique a tourné irrémédiablement au détriment du monde communiste ; le tiers monde n'évolue plus dans le sens du pro-soviétisme et de l'anti-américanisme.

*

**

Dans cet échec gigantesque enregistré à l'échelle de la planète, la palme du mérite revient incontestablement à la résistance populaire : l'expérience a fini par soulever des peuples qui, au départ, n'avaient aucune connaissance de ce que le communisme représente. L'exemple tchécoslovaque est édifiant à cet égard : en 1946, les électeurs y ont voté librement, à la majorité relative, en faveur du Parti communiste ; en 1948, ils ont subi le coup d'Etat communiste sans s'y opposer réellement ; mais en 1968, ils ont été unanimes à se rallier au « Printemps de Prague » et aujourd'hui, vingt ans plus tard, ils restent fidèles à ce choix.

Quel est, en revanche, le rôle des démocraties occidentales dans ce « processus contre-révolutionnaire mondial », formule chère autrefois à Brejnev, Souslov et autres Boris Ponomarev ? Le fait est que dans tous les craquements historiques majeurs du communisme mondial (condamnation de Tito par Staline, révolution hongroise, rupture Moscou-Pékin, « Printemps de Prague », affrontements à répétition en Pologne), la contribution occidentale a été minime, sinon inexistante. Les Soviétiques disposent d'un « code opérationnel » pour agir au sein du monde capitaliste, mais à l'inverse, aucun code opérationnel occidental ne fonctionne au sein du socialisme. La multiplicité des diverses négociations simultanées, mais connaissant un aboutissement différent, est révélatrice à cet égard. Quand les Soviétiques veulent faire traîner une négociation, ils sont capables de le faire même pendant une quinzaine d'années, comme dans le cas des MBFR à Vienne (ou dans celui des Nord-Coréens à Panmunjon voici plus de trente ans). Quand, au contraire, ils veulent aboutir, il suffit de quelques mois de négociations, comme pour le dernier accord nucléaire soviéto-américain ; et lorsqu'ils considèrent qu'il y a urgence, l'accord intervient au bout de quelques semaines seulement, comme pour l'Angola (alors que précédemment, pendant huit ans, ils apportèrent toujours une réponse négative aux démarches du Département d'Etat américain).

On évoque régulièrement les espoirs que les Occidentaux mettent en Gorbatchev pour apporter un changement positif en URSS, mais on oublie que l'équipe soviétique compte, elle, sur les

changements politiques qui vont se produire avec plus ou moins de certitude à l'Ouest. Et ces changements ne peuvent qu'améliorer la position de Gorbatchev. A Washington, le nouveau président sera de toute façon d'un anti-communisme moins ferme que celui de Reagan ; à Londres, si l'opposition travailliste finissait par l'emporter, ce serait bénéfique pour Moscou ; et en Allemagne occidentale, le retour éventuel au pouvoir des sociaux-démocrates (alliés de Genscher) ne pourrait qu'être salué comme satisfaisant par le Kremlin. Les communistes n'ont réussi à imposer leur pouvoir ni en Angola au bout de treize ans de guerre civile, ni au Nicaragua après neuf ans, mais une simple suppression de l'aide aux résistants décidée à Washington par le Sénat ou par le président est capable d'y contribuer.

*

**

Cette analyse de la situation du communisme à l'heure actuelle n'implique pas une conclusion définitive pour l'avenir, ni pour toujours. Il est souvent arrivé dans l'histoire que le communisme soit tenu pour définitivement vaincu, puis qu'il fasse un retour en force, et même triomphe. En d'autres termes, la crise n'a pas conduit à l'agonie, encore moins à la mort, mais plutôt à la résurrection. Dans la seule Chine, c'est à trois reprises qu'il fut déclaré à jamais vaincu : en 1927, en 1934 et en 1946. Mais en 1949, le communisme envahit la Chine toute entière.

Il y a plus de trente ans, le plus grand éditorialiste de la presse américaine, Walter Lippmann, avait proclamé que les Etats-Unis étaient les vainqueurs de la guerre froide. On a vu la suite... Aujourd'hui, Harold Brown, ancien ministre américain de la Défense, affirme que « *l'endiguement de l'Union soviétique a réussi* » et il ajoute qu'il faudrait maintenant considérer d'autres problèmes comme prioritaires : la dette du tiers monde, le désarmement nucléaire, la menace écologique, etc.

En réalité, l'URSS cessera d'être le problème mondial n° 1 non pas le jour où elle disposera de quelques divisions en moins et où elle aura envoyé quelques fusées supplémentaires à la ferraille, ou lorsqu'un nouveau pays du tiers monde se sera détaché du camp « socialiste », mais le jour où des changements structurels et idéologiques se produiront en son sein. Jusqu'à maintenant, ce n'est pas le cas : toutes les réformes intervenues sous Staline, sous Khrouchtchev, sous Brejnev et sous Gorbatchev sont apparues réversibles, tandis que le système politique reste irréversible. Quand l'inverse se produira, l'Union soviétique pourra être considérée un Etat comme les autres.

Branko LAZITCH

« NOTRE MAFFIA SOVIÉTIQUE »

Alexandre Gourov, lieutenant-colonel de la milice, prie le journaliste qui l'interviewe de renoncer au mot « *maffia* ». « *Je préfère l'expression « criminalité organisée », dit-il. Mais le journaliste insiste : « Le mot « maffia » fait à ce point partie intégrante de notre lexique que si tu t'exclames en soupirant : « Décidément, la maffia est partout », personne n'ira te demander si ça va mal en Italie ».* Depuis quelque temps, le concept de « *maffia* » s'est solidement ancré dans la langue soviétique, il apparaît fréquemment et régulièrement dans la presse.

L'économie de l'« ombre », qui accompagne l'économie socialiste officielle, la corruption à tous les échelons de la machine du Parti et de l'Etat soviétique, la criminalité qui est devenue un phénomène de masse, ne pouvaient échapper aux soviétologues étrangers. Ces dix-quinze dernières années, de nombreux ouvrages analysant la « *cleptocratie* » soviétique ont été publiés. Aujourd'hui, tout ce qui a été dit sur le sujet par les spécialistes se trouve consacré par les documents soviétiques. Cette soudaine sincérité est dictée par des motivations évidentes : la lutte pour le pouvoir et la dénonciation de la corruption de l'appareil permettent de remplacer ce dernier par des gens à soi, dévoués au nouveau leader. Si les documents soviétiques ne nous apprennent rien de nouveau sur le phénomène lui-même, ils nous font en revanche découvrir de nombreux chiffres et faits intéressants.

Dans un entretien avec Touri Chtchekotchkine, commentateur à la *Literatournaja Gazeta* (n° 29, 20/7/88), le lieutenant-colonel Gourov, spécialiste de la criminalité organisée en URSS, nous présente un nouvel aspect du phénomène. A. Gourov est docteur en criminologie, il travaille dans un institut de recherche scientifique près le ministère de l'Intérieur de l'URSS. Bref, c'est un éminent expert en matière de maffia soviétique. D'après Gourov, la maffia se distingue par trois caractéristiques : c'est une communauté criminelle dotée d'une structure définie et régie par des liens hiérarchiques, avec un meneur (ou un groupe de meneurs), un comptable, des intermédiaires, des hommes de main, un service de renseignement, un service de contre-espionnage ; c'est une organisation créée pour le trafic criminel systématique ; enfin, une communauté criminelle ne devient maffia que s'il y a corruption : elle doit être liée aux représentants de l'appareil de l'Etat. Il y a peu de temps encore, deux traits distinguaient la maffia occidentale de la maffia soviétique. La première a des liens internationaux alors

qu'en Union soviétique, c'est bien connu, les frontières sont inviolables ; à l'Ouest, il est possible de légaliser un capital : de millionnaire « clandestin », on peut devenir millionnaire légal. En URSS, c'est beaucoup plus compliqué. Mais selon A. Gourov, depuis quelques années, la maffia soviétique se met à franchir les frontières de son pays et la nouvelle loi autorisant les activités privées et coopératives ouvre d'énormes possibilités pour « l'écoulement » de l'argent de la maffia.

*
**

L'histoire de la maffia soviétique est relativement courte. Elle n'existait pas du temps de Staline car, comme le fait remarquer A. Gourov, « *un Etat totalitaire ne la tolérerait pas* ». Pour lui, il ne fait aucun doute que l'Union soviétique, dans les années 30-50, était un Etat totalitaire. Il illustre même sa pensée par un exemple : « *Nul n'ignore qu'Hitler et Mussolini ont abolis dans leur pays la criminalité organisée* ». Sous Staline, ce fut la même chose. L'affirmation de notre expert est contestable. Sous Staline, il existait un milieu criminel actif qui, certes, n'avait pas les caractéristiques de la maffia. C'est sous Khrouchtchev, c'est-à-dire après la mort de Staline et dès la reprise de l'économie, qu'apparaissent les premiers signes trahissant l'existence de la maffia. Mais l'activité de cette proto-maffia restait réduite. La maffia ne devint un phénomène social que dans les années 70. Ou, pour reprendre les termes d'A. Gourov, « *au début des années 70, les criminologues, théoriciens et hommes de terrain confondus, s'accordent à reconnaître qu'une maffia nationale fut mise sur pied* ». A Moscou, « *l'organisation criminelle du Mongol* » commence à agir. Il ajoute qu'en Ouzbékistan, ce phénomène est apparu un peu plus tôt, en 1967-68.

Quelle est la topographie de cette « *Maffia nationale* » ? Les données dont dispose la milice permettent d'affirmer que les organisations mafieuses sont répandues dans les centres (Moscou, Leningrad), dans le sud (« *C'est notre Klondike* », avoue Gourov), y compris en Ukraine et en Moldavie. La maffia d'Ouzbékistan, où la corruption a atteint des proportions monstrueuses et où le brigand n° 1 n'était autre que Rachidov, premier secrétaire du Parti de la république, est connue dans toute l'Union. Mais il se peut que des maffias tout aussi puissantes sévissent dans des

régions non mentionnées plus haut et qui n'ont, à ce jour, pas fait l'objet d'investigations. A. Gourov raconte que depuis ces derniers temps, parmi les maffios, il est de bon ton de contrôler totalement des petites agglomérations. Et il cite quelques noms de villes de la région de Moscou : Balachikka, Lioubertsy, Pouchkino, Orekhovo-Zouevo ; la dernière ville citée compte même jusqu'à 200 000 d'habitants.

*

**

La mafia prend naissance, se développe. Dès lors, on peut se poser une question capitale : quelle est la nature de ses sources de revenus ? En 1931, le héros du roman d'Ilf et Pétrov, « *Le veau d'or* », l'escroc et aventurier Ostap Benger, tenait un raisonnement fort logique : « *Si dans le pays on trouve ça et là des signes monétaires, ça veut dire qu'il y a des gens qui en ont beaucoup* ». Mais là n'était pas le problème : « *Ciel ! se lamentait Ostap Benger. Tu parles d'un pays social ! Chez nous, tout est caché, tout est clandestin. Même le Commissariat Populaire aux Finances, avec son appareil fiscal hyperpuissant, n'est pas fichu de mettre la main sur un millionnaire soviétique* ». Des années ont passé et le docteur en science économique Tatiana Koriaguina déclarait récemment à un journaliste de « *Troud* » (12/8/1988) que d'après ses estimations, mis à part quelques centaines de « *millionnaires connus tels les inventeurs, écrivains, artistes* », le pays comptait des milliers de millionnaires clandestins. D'où provient donc leur fortune ?

Commençons par les sources « traditionnelles ». Tatiana Koriaguina, par exemple, estime que « *le trafic de drogues prend une ampleur considérable* ». Le célèbre économiste Nicolas Chmeliov (*Novyj Mir*, N° 4, 1988) considère que les méthodes gorbatchéviennes de lutte contre l'alcoolisme aboutissent aux mêmes résultats que ceux qui ont découlé de la prohibition aux Etats-Unis. Toutefois, il existe aussi des sources spécifiquement soviétiques. L'Ouzbékistan illustre parfaitement cette thèse. Cette république est le principal producteur de coton en URSS. Le plan de production de la république s'élevait à trois millions de tonnes. Au cours d'une conférence tenue à Tachkent en présence de Brejnev, le premier secrétaire Charif Rachidov s'engagea à livrer plus de cinq millions de tonnes. Leonid Brejnev lui proposa : « *Arrondissons à six millions, Charifitchik* ». Et le premier secrétaire de répondre au secrétaire général : « *A vos ordres, Leonid Ilitch* » (« *Pravda*, 17/7/1988). Un tel volume de coton ne pouvait être produit que sur le papier. Et il en fut ainsi. Le coton fictif fut donc vendu à l'Etat et l'argent de la vente permit d'acheter toute une « colonie » de hauts responsables, jusqu'aux plus hauts dirigeants du pays.

Tchourbanov, le gendre de Brejnev, à l'époque vice-ministre de l'Intérieur de l'URSS, fut notamment mêlé à cette « *affaire ouzbèke* ». Aujourd'hui, on en fait le bouc émissaire, car le ministre de l'Intérieur de l'époque, Chtchelokov, se suicida avant qu'on ne l'arrête. Le produit de la vente de ce coton fictif s'élevait à plusieurs milliards de roubles. On pouvait acheter tout l'appareil du Parti et du gouvernement de la république. Ce qui fut fait...

La principale source des revenus de la mafia soviétique — et en cela consiste son originalité par rapport aux mafias non-soviétiques —, c'est l'économie de « l'ombre ». En milieu non-soviétique, la criminalité organisée exploite la demande dans le domaine de la prostitution, de la drogue, des jeux de hasard, etc. En milieu soviétique, la criminalité organisée s'enrichit sur le compte de la demande des produits les plus élémentaires. L'économie de « l'ombre » a pris, dans les années 70, des proportions gigantesques. Selon les estimations de Tatiana Koriaguina, « *le chiffre d'affaires de l'économie de « l'ombre » approche les 70-90 milliards de roubles par an* » ! On peut se rendre compte de l'ampleur de cette somme en la comparant à d'autres valeurs : au milieu des années 80, en URSS, le budget annuel de l'éducation s'élevait à 37,9 milliards de roubles, celui de la santé à 22 milliards de roubles...

Actuellement, on fabrique « clandestinement » (« à gauche », comme disent les Russes) jusqu'aux moyens de production indispensables à l'industrie lourde, sans parler des biens de consommation courante. Naturellement, cela a entraîné l'apparition de gens richissimes, de leaders du commerce clandestin. Naturellement, ces derniers sont devenus l'objet d'attaques et de cambriolages. Le lieutenant-colonel Gourov énumère les moyens de pression dont sont victimes les « *millionnaires clandestins* » pour partager leurs bénéfices : incendie de leurs voitures, de leurs domiciles et datchas, enlèvement de leurs enfants (c'est dans les années 70 qu'est apparu le kidnap-

Vente de livres

L'Institut d'Histoire Sociale, dont l'importante bibliothèque est ouverte aux lecteurs de « *Est & Ouest* », organise une vente de livres anciens (exemplaires en double).

Cette vente aura lieu le 30 septembre, de 14 à 18 heures, dans les locaux de l'Institut, 15 av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris (métro Trocadéro), pavillon au fond du jardin.

ping, jusque-là inconnu dans le pays), chantage, tortures. Les trafiquants supportaient cette situation, ils payaient les bandits sans jamais se plaindre à la milice. Les ressources de l'économie de « l'ombre » croissaient proportionnellement à celles des gangsters qui, de leurs côtés, commencèrent à créer leurs propres organisations. Au milieu des années 70, dans une ville du Nord du Caucase, se tint un congrès auquel participèrent les premiers maffiosis et trafiquants du pays. Ils s'engagèrent à payer 10 % de leurs revenus pour leur « défense ». La réglementation des relations du milieu eut sans aucun doute des effets sur le monde « légal » : la corruption atteignit des proportions inimaginables. L'appareil du Parti et de l'Etat est aujourd'hui corrompu tant par les trafiquants que par les maffias. On peut dire qu'une nouvelle voie vers le communisme est en train de s'ouvrir : elle passe par la criminalité et la corruption organisées.

Qui sont-ils, les « parrains » de chez nous ? Sur ce dernier point, le lieutenant-colonel est catégorique : les leaders de la mafia jouent des sommes pouvant atteindre un demi-million de roubles, proposent des pots-de-vin de près d'un million de roubles aux employés de la milice. Mais en ce qui concerne l'identité des « parrains », A. Gourov répond de manière plus abstraite. En tout état de cause, dit-il, l'ancien vice-ministre Tchourbanov n'était que du menu fretin, qu'un laquais au service de véritables « parrains ». Les clans de maffiosis, déclare Gourov, « d'après les données dont nous disposons, sont dirigés soit par des anciens sportsmen, soit par des récidivistes professionnels, soit par des petits administrateurs, soit enfin par des serveurs de pizzerias. Mais chaque maffioso a son garde-du-corps, son service de renseignement, son système de contrôle du territoire. Enfin, il achète des relations qui lui permettent de grimper de plus en plus haut et c'est là la caractéristique la plus importante de la mafia soviétique. »

L'économie de « l'ombre » et la toute puissante mafia qui, par leur organisation, leur fermeté et leurs moyens, rappellent le Parti, menacent dan-

geusement le système unipartite. En effet, elles introduisent dans ce système la notion originale de pluralisme.

*
**

« *Qui l'emportera ?* ». Telle est l'étrange question posée par le journaliste au lieutenant-colonel Gourov. Après la révolution, cette question était univoque : qui gagnera, le socialisme ou le capitalisme ? La réponse était évidente. A l'heure actuelle, cette question signifie : qui l'emportera de la mafia ou du pouvoir soviétique ? A. Gourov propose une réponse qui correspond à l'esprit du temps : c'est la *glasnost* qui vaincra la mafia ! Cette réponse ne mérite aucun commentaire, c'est évident. La réponse que propose Tatiana Koriaguina est, en revanche, plus explicite. Pour elle, la cause de l'économie de « l'ombre », de la principale source de revenus de la mafia, c'est le système socialiste de l'économie soviétique. Et elle fait le constat suivant : « *Tant que notre économie sera régie, non par les lois du marché, mais par un cercle défini de gens, tant que le bien-être de notre société dépendra de la volonté de un tel ou de un tel, et non pas de la société elle-même, toutes nos entreprises seront vouées à l'échec...* »

Par conséquent, conclut Tatiana Koriaguina, nous avons besoin de « *décrets qui rendraient la terre aux paysans et les usines aux ouvriers ; qui, en un mot, rendraient le peuple souverain dans son pays* ». Cette conclusion est remarquable en ce qu'elle nous fait revenir 70 ans en arrière. Tout cela a en effet déjà eu lieu. En octobre 1917, le parti des bolchéviks dirigé par Lénine prit le pouvoir après avoir déclaré qu'il donnerait la terre aux paysans, les usines aux ouvriers, et qu'il transformerait le peuple laborieux en souverain de son pays.

70 ans plus tard, c'est l'impasse. L'apparition de la mafia, la corruption généralisée sont les symptômes les plus pittoresques de la maladie du système soviétique.

Michel HELLER

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

A compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Je soussigné

adresse

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**

et je (*)

vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

souhaite recevoir une facture faisant ressortir la TVA.

Tarif : abonnement normal	280 F
abonnement pour l'étranger	370 F
abonnement de soutien (personne physique)	400 F
abonnement de soutien (personne morale)	600 F

(*) barrez la case appropriée.

LA « NOUVELLE PENSÉE » DE GORBATCHEV : LE MIROIR AUX ALOUETTES ?

En politique étrangère, la « nouvelle pensée » (*novæ mychlenie*) gorbatchévienne représente le pendant de la perestroïka interne. Le message - prétendument nouveau - qu'elle véhicule développe trois idées principales : 1) la doctrine militaire soviétique a maintenant un caractère véritablement « défensif » ; 2) les forces armées soviétiques doivent être maintenues à un niveau de « suffisance raisonnable » ; 3) l'industrie et l'armée sont en cours de restructuration.

La « nouvelle pensée » signale-t-elle un changement réel de politique ? Assurément non. Le discours de Gorbatchev reprend avec méthode, insistance et davantage de persuasion des thèmes récurrents de la politique extérieure soviétique.

LA « DOCTRINE DÉFENSIVE »

La doctrine militaire soviétique comporte deux aspects :

- * le politique (dominant) émane de la direction politique du P.C.U.S. dont il reflète les intentions, et circonscrit le domaine de responsabilité des militaires ;
- * le technico-militaire impose aux autorités militaires la définition d'une stratégie, subordonnée à la doctrine.

Dès 1981 (à l'issue du 26^e congrès du Parti), une brochure publiée par l'Académie des Sciences indiquait : « *Notre doctrine militaire a un caractère défensif et elle est déterminée à conserver les acquis du socialisme* ». Pourtant, les textes militaires continuent d'insister en 1988 sur le caractère nécessairement offensif des opérations stratégiques. La notion de « guerre juste » rationalise cette apparente contradiction entre doctrine défensive et stratégie offensive : la terminologie soviétique considère comme défensive toute extension du communisme (par exemple, l'attaque contre la Finlande en 1939 ou l'invasion de l'Afghanistan en 1979 : la finalité politique de ces opérations était défensive !). En revanche, l'aspect technico-militaire exige l'adoption d'une stratégie offensive afin de pouvoir remporter une « guerre juste ». Le spécialiste américain S. Meyer fait ainsi remarquer que « *l'application d'une doctrine défensive repose sur la mise en œuvre d'une stratégie offensive* ».

Une récente déclaration du Maréchal Koulikov (premier Vice-ministre de la Défense ; commandant en chef des Forces du Pacte de Varsovie) dévoile l'effet anesthésiant des déclarations gorbatchévienne à usage externe. Un concept ancien paraît nouveau (« doctrine défensive ») tandis que les mots restent invariablement les mêmes : « *Afin de préserver la paix, l'Union soviétique doit renforcer la préparation au combat, parallèlement à des mesures politiques majeures (...). Il est important d'attirer l'attention sur le caractère strictement défensif de la doctrine militaire soviétique (...). Mais les forces armées défendront avec une totale détermination tout ce qui a été gagné et créé par le peuple soviétique* » (Sovetskaja Rossija, 9 mai 1988).

LA « SUFFISANCE RAISONNABLE » (razymnaia dostatochnost)

C'est à l'occasion du 27^e congrès (février 1986), que Gorbatchev présenta cette notion chargée d'espoirs : « *Notre pays cherche à éliminer les armes de destruction de masse, à limiter le potentiel militaire à un niveau de suffisance raisonnable* ». En février 1987, le Maréchal Sokolov (alors ministre de la Défense) annonçait à son tour que « *l'URSS était prête à renoncer à son statut de puissance nucléaire et à réduire toutes les autres armes au minimum de suffisance raisonnable* ».

Ce concept au contenu flou désigne un état d'équilibre incertain : les forces armées devront être composées de manière à pouvoir repousser une attaque de l'adversaire sans pour autant mener d'opérations offensives d'envergure. Cependant, l'actuel ministre de la Défense (Dimitri Yazov) rappelle opportunément dans un texte récent que « *des moyens militaires suffisants sont des moyens permettant de repousser l'ennemi et de le détruire* ».

Est-ce paradoxal ? Non : les autorités soviétiques n'ont jamais prolongé l'effort d'armement au-delà de ce qu'elles estimaient suffisant pour anéantir l'adversaire. Brejnev l'avait affirmé dès 1966 lors du 23^e congrès du Parti : « *Les armements des troupes soviétiques sont maintenus au niveau des exigences actuelles et leur puissance est pleinement suffisante pour écraser tout agresseur* ».

RESTRUCTURATION DES FORCES ARMÉES ET DE L'INDUSTRIE

La publication annuelle du Département de la Défense américain (*Soviet Military Power*, avril 1988) révèle l'abîme entre les espoirs nourris par la « nouvelle pensée » et la réalité plus prosaïque d'un effort d'armement constamment renouvelé.

Le budget de défense soviétique représente 15 à 17 % du produit national (contre 6 à 7 % aux Etats-Unis), et continue de croître à un taux annuel de 3 %. Les spécialistes américains ne remarquent aucune modification significative du nombre ou de la composition des forces armées. Ni le traité FNI, ni les propositions de désarmement conventionnel présentées par Gorbatchev en juillet n'empêchent la modernisation et l'amélioration de l'armée soviétique, dont les forces excèdent largement les besoins de défense.

Le renforcement stratégique

Depuis les années 70, les Soviétiques cherchent à soutenir la compétition nucléaire avec les Etats-Unis au moyen des accords de désarmement. La doctrine militaire souligne d'ailleurs l'impossibilité de remporter une victoire nucléaire, et déclare que les Soviétiques n'utiliseront pas les premiers ce type d'armes. L'effort enregistré de 1981 à 1988 indique le contraire : désireux de maintenir un éventuel conflit au niveau conventionnel, les

Soviétiques se préparent néanmoins à une éventuelle guerre nucléaire et à l'utilisation « préemptive » de leurs missiles (i.e. devancer une frappe nucléaire adverse imminente).

Le déploiement des ICBM (missiles balistiques intercontinentaux) de quatrième génération -SS 17, 18 et 19 - est désormais achevé. Celui des missiles de cinquième génération (plus précis) est entrepris : depuis respectivement 1985 et 1987, cent SS 25 sur véhicules tous terrains et dix SS 24 sur train sont opérationnels. De nouveaux SLBM (missiles balistiques lancés à partir de sous-marins) sont mis en service depuis un an, portant le nombre des têtes nucléaires de la force océanique stratégique à plus de 3 000. Cinq sous-marins *Typhoon* équipés de vingt missiles SS N 20 comportant chacun dix têtes nucléaires indépendantes, et quatre *Delta IV* (16 SS N 23/6 têtes indépendantes) sont désormais opérationnels. La modernisation concerne également tous les autres types d'armements stratégiques, notamment : les bombardiers (le *Bear H* et le nouveau *Blackjack*) ; les missiles de croisière aéroportés (AS15/*Kent*), navals (SS N 21 et SS NX 24 prochainement) et terrestres (SSC X 4, visé par le traité FNI) ; les missiles de portée courte et intermédiaire (IRBM et MRBM) - interdits par le traité FNI - seront remplacés par d'autres systèmes testés avec des portées réduites.

LES PAROLES ET LES FAITS

Après sa troisième rencontre de travail avec Dimitri Iazov, son homologue soviétique, Frank Carlucci, ministre américain de la Défense, vient d'écrire un important article (« *The Wall Street Journal/Europe* », le 31 août). Nous en reproduisons ci-dessous plusieurs paragraphes :

« Il est clair que les Soviétiques cherchent à présenter l'ouverture et l'accueil qui ont marqué ma visite comme le témoignage que la « glasnost » a atteint le domaine militaire soviétique... Je ne peux toutefois pas m'empêcher de comparer la version soviétique de la transparence avec les critères qui prédominent à l'Ouest.

« Il est de notoriété publique que le budget militaire des Etats-Unis a diminué en termes réels de 10 % depuis 1985... Nos estimations indiquent cependant que les dépenses militaires soviétiques actuelles sont six fois plus élevées que le chiffre de son budget militaire officiel. Au cours de nos rencontres, j'ai suggéré que les Soviétiques rendent public leur budget militaire total... Il m'a été répondu que le gouvernement soviétique était incapable de produire de telles informations pour des raisons techniques...

« J'ai également insisté auprès de mes interlocuteurs pour qu'ils fournissent plus de détails sur leur nouvelle « doctrine défensive » et sur le principe de la « suffisance raisonnable » qui, selon eux, gouvernent la structure et la stratégie soviétiques. J'ai soulevé cette question parce que

nous autres, en Occident, n'avons constaté aucune diminution dans la croissance continue de la puissance militaire soviétique.

« Vingt ans après le Printemps de Prague, l'Armée rouge compte plus de divisions en Tchécoslovaquie que les Américains en Europe toute entière, et plus de divisions en Allemagne orientale que les Américains dans le monde entier. Sur la péninsule de Kola, face au trois bataillons de l'infanterie frontalière légère des Norvégiens, stationnent trois divisions soviétiques, une brigade d'infanterie navale et une flotte de navires...

« J'ai clairement fait comprendre à mes interlocuteurs soviétiques que les Etats-Unis n'aimeraient rien tant que de voir les Soviétiques s'éloigner d'une position militaire orientée vers l'offensive. En même temps, j'ai noté que certains éléments de la structure des forces soviétiques... sont en contradiction aiguë avec les déclarations soviétiques sur la doctrine défensive...

« L'Union soviétique est peut-être en train de faire quelques pas en direction de la réforme, mais jusqu'à maintenant il n'y a pas de changement tangible dans le volume et dans la disposition de leurs forces militaires. La « nouvelle doctrine » n'a pas encore conduit à la destruction d'un seul bateau, d'un seul char d'assaut ou d'un seul avion, non plus qu'au moindre retrait de troupes soviétiques de l'Europe ou de l'Extrême-Orient asiatique. »

L'effort réalisé dans le domaine de la défense stratégique apparaît sans équivalent. Les Soviétiques maintiennent et modernisent autour de Moscou le seul système anti-missiles balistiques (ABM) opérationnel au monde : la construction d'un radar de détection lointaine *Pill Box* associé aux missiles ABM *Galosh* et *Gazelle* sera probablement achevée en 1989. Les travaux concernant les lasers anti-satellites et les armes à faisceaux de particules se poursuivent intensivement. Par ailleurs, la brochure américaine mentionne pour la première fois l'existence d'un vaste réseau souterrain destiné à protéger les autorités politiques et militaires en cas de conflit nucléaire.

Le renforcement conventionnel

L'amélioration des capacités de combat des forces conventionnelles et l'introduction continue de nouveaux systèmes d'armes au sein de l'armée soviétique démentent les propos incantatoires de Gorbatchev. Voilà pourtant le domaine par excellence pour juger de la crédibilité des propositions soviétiques ; or les faits sont têtus, et correspondent mal à l'évolution proclamée vers une posture défensive.

Depuis dix ans, les Soviétiques ont accru l'énorme déséquilibre quantitatif dont ils bénéficient sur le théâtre centre-européen ; et commencent à éroder la supériorité qualitative que l'OTAN oppose à la supériorité numérique des armées du pacte de Varsovie.

Le nombre de chars (53 000) et de pièces d'artillerie (48 000) confirme la possibilité soviétique de lancer une offensive de masse. Les nouveaux chars T-72 modifiés et T-80 - plus mobiles, mieux protégés et dotés d'une puissance de feu supérieure - représentent désormais 40 % du parc total de chars. Des systèmes auto-propulsés remplacent progressivement l'artillerie tractée et les mortiers traditionnels. La récente reconfiguration des forces (l'unité n'est plus la division, mais la brigade) multiplie la mobilité et la puissance de feu d'un nombre supérieur d'unités opérationnelles. La production des hélicoptères de combat *Havoc* et *Hokum* devrait commencer prochainement ; elle améliorera considérablement les capacités soviétiques de combat aéroterrestre en les

introduisant dans la troisième dimension (hélicoptères anti-hélicoptères).

La mise en service d'un système aéroporté de détection Il-76 *Mainstay* (équivalent des AWACS américains) et de l'avion de ravitaillement en vol Il-76 *Midas* augmente l'efficacité opérationnelle des forces aériennes. Celles-ci bénéficient d'une véritable révolution technologique : les performances des chasseurs de quatrième génération (100 Su-27 et 450 MIG-29 sont opérationnels) équivalent à celles de leurs homologues occidentaux. Ils préfigurent sans doute l'évolution prochaine de la production d'armements soviétique : les entreprises du secteur de défense produiront moins, mais incorporeront dans les nouveaux systèmes d'armes multi-missions des technologies beaucoup plus sophistiquées. Un nouveau chasseur de supériorité aérienne et un intercepteur devraient d'ailleurs entrer en service avant la fin du siècle.

Plutôt que d'énumérer la liste des innovations et améliorations soviétiques dans tous les domaines militaires (stratégique et conventionnel, naval, aérien et aéroterrestre, guerres électronique et spatiale) ; il suffit d'observer que l'Union soviétique ne renonce pas à sa logique de surarmement, et qu'une correction du déséquilibre s'impose avant d'envisager un quelconque plan de réduction des forces. A l'exception des navires de surface, les rapports numériques lui sont systématiquement favorables (cf. tableau), et le principe de l'action/réaction (les Soviétiques ne feraient que répondre à la menace occidentale) n'explique guère le programme méthodique de préparation à la guerre. Désabusé, l'ancien Secrétaire d'Etat américain à la défense Harold Brown remarquait : « *Quand nous construisons, les Soviétiques construisent ; quand nous cessons de construire, les Soviétiques construisent* ». La restructuration de l'industrie y contribue : loin d'être dirigée contre les militaires, elle participe à l'effort de défense en favorisant la production des technologies sensibles indispensables aux armements modernes (cf. « *Le sens des réformes de l'économie* » ; *Est & Ouest*, février 1988).

Une citation de Lénine prononcée par Gorbatchev au 27^e congrès éclaire les projets soviétiques à long terme : « *Nous devons accompagner notre démarche vers la paix d'un grand effort dans tous les domaines de notre préparation à la guerre* ». De ce point de vue, la « nouvelle pensée » demeure rigoureusement conforme au dogme communiste : elle projette de diviser l'OTAN, de favoriser le découplage entre les Etats-Unis et l'Europe, de ralentir l'effort de modernisation entrepris par l'Alliance, et surtout de faire bénéficier l'Union soviétique de l'aide économique et technique de ceux contre qui elle prépare la guerre.

PRODUCTION DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ARMES DE L'OTAN ET DU PACTE DE VARSOVIE (1978-1987)

	US	OTAN sf US	Ratio	PV sf URSS	URSS
Chars	7.600	4.100	1 : 1,7	4.800	25.300
Autres véhicules blindés	10.800	9.300	1 : 1,2	7.600	46.300
Artillerie, mortiers et MRLs	3.200	2.900	1 : 1,1	5.700	27.300
Bombardiers	81	0	1 : 4,8	0	390
Chasseurs/intercepteurs	3.600	3.000	1 : 1,2	1.300	7.700
Hélicoptères	2.100	1.900	1 : 1,1	700	4.400
Navires de surface (+ 900 t.)	87	101	1 : 0,6	25	83
Sous-marins	41	30	1 : 1,2	2	82
ICBM et SLBM	700	100	1 : 3,7	0	3.000
IRBM et MRBM	250	50	1 : 5,3	0	1.000
Missiles sol-air	18.000	37.000	1 : 2,1	10.000	120.000

LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE GORBATCHÉVIENNE, POINT CULMINANT DE LA « PERESTROÏKA »

La 19^e conférence nationale du Parti communiste d'Union Soviétique, qui s'est tenue à Moscou du 28 juin au 1^{er} juillet, devait consacrer la « perestroïka » (refonte) gorbatchévienne. Les observateurs attendaient une accélération des réformes économiques et de la « démocratisation » du système, et cela d'autant que quelques semaines avant la conférence, Mikhaïl Gorbatchev avait parlé de la nécessité d'instaurer un « *Etat socialiste de droit* » en URSS.

En réalité, les six résolutions votées par les délégués, non plus à l'unanimité mais avec néanmoins une confortable majorité, se bornent à réaffirmer les mots d'ordre concernant la « *perestroïka* », la « *glasnost* », la lutte contre la bureaucratie et la nécessité de réétudier les relations entre les diverses nationalités de l'Union. Les seules nouveautés concernent le droit : adaptation des codes au nouveau cours gorbatchévien et, surtout, réforme constitutionnelle.

La politique de réformes semble être passée des domaines économique et social, où devraient se manifester ses résultats, à celui des institutions. Or, s'il y a un secteur où les intentions de changement peuvent être le plus facilement diluées, c'est bien celui des textes législatifs. D'autant qu'ils ne valent que si le pouvoir accepte de s'y plier. La Constitution stalinienne de 1936 passait pour la plus démocratique du monde. Appliquée, peut-être l'eût-elle été. Mais elle demeura lettre morte et quarante ans plus tard, l'une des revendications des dissidents des années soixante-dix était encore d'obtenir son application.

La réforme constitutionnelle est en tout cas une activité à laquelle se sont intéressés tous les dirigeants qui se sont succédé à la tête de l'URSS (sauf Andropov et Tchernenko, qui n'ont assumé le pouvoir suprême qu'un peu plus d'un an chacun). Lénine, Staline et Brejnev eurent chacun leur Loi fondamentale. Et si Khrouchtchev n'eut pas le temps de faire la sienne, il n'en manifesta pas moins l'intention lors du XXI^e congrès en 1959.

Bien qu'il puisse sembler légitime de considérer une loi non appliquée comme un simple élément

de décorum, la motivation des différents secrétaires généraux en matière constitutionnelle n'était pas simplement de laisser leur nom à la postérité dans les manuels de droit. Dans le système soviétique, les textes, même non suivis d'effet, ont une grande importance. Ainsi, ce sont les résolutions des congrès du Parti et non les réalisations concrètes qui servent à marquer l'état d'avancement du projet socialiste. En substance, lorsqu'un problème est résolu sur le papier, il ne l'est peut-être pas dans la réalité, mais il a été pris en considération et les instances supérieures de décision ont fait leur travail. La responsabilité de la non-application repose sur les exécutants subalternes. Ainsi, l'on fixe par décret la lutte contre les pénuries (1). Il est plus facile de modeler les textes que la réalité. Mais d'autres éléments entrent en ligne de compte.

D'abord, le domaine constitutionnel donne au législateur soviétique plus de prise sur la réalité. Les institutions de l'Etat se soumettent passivement au modelage, ce qui n'est pas le cas de l'économie ou de la société.

Ensuite, la Loi fondamentale est un élément important de la légitimation du pouvoir du Parti. Depuis la fin de la période stalinienne, l'une des règles principales de la politique suivie en matière de droit est « *Le renforcement de la légalité socialiste* ». En substance, « *le caractère strict des lois et de leur application remplace avantageusement l'arbitraire de la terreur* (2) ». Pour assurer son pouvoir, le Parti doit accepter de se plier aux lois qu'il édicte lui-même.

*

**

Quel est l'objet principal de la réforme que l'actuel secrétaire général a proposée devant la conférence ?

Selon lui, il faudrait remplacer l'actuel Soviet

(1) Décret publié le 20 août 1988 qui fixe à 24 milliards de roubles l'accroissement des biens de consommation pour la fin du plan 1986-1990. Dans un commentaire, le journal « Le Monde » (23 août 1988) constate que « le texte reste discret sur les moyens de réaliser un tel saut ».

(2) Guy Desolre, « Les quatre Constitutions soviétiques », Savelli, 1977.

suprême, aujourd'hui simple chambre d'enregistrement qui siège deux jours deux fois par an, par un nouvel organisme, le Congrès. Cette assemblée de deux mille députés se réunirait une fois par an. Dans l'intervalle des sessions, un organisme restreint (quelques centaines de députés) élu au sein du Congrès constituerait le Soviet suprême qui siègerait, lui, en permanence.

L'une des prérogatives du Congrès serait d'élire son président, qui serait le chef de l'Etat. Le nouveau président bénéficierait de pouvoirs plus étendus. Il pourrait notamment proposer le premier ministre. Par ailleurs, il jouirait d'une meilleure représentativité en politique extérieure. En effet, tant au regard du droit international que de la Constitution soviétique, le Secrétaire général du Parti n'a strictement aucun droit de signer des traités. Gorbatchev s'en tire par un artifice : membre du praesidium du Soviet suprême, il détient une parcelle de l'autorité du chef de l'Etat collectif.

En théorie, le nouveau président disposerait d'un certain pouvoir. Or, selon l'article 6 de la Constitution qu'il n'est pas question d'abroger, le pouvoir ne peut procéder que du Parti. C'est donc de manière tout à fait légitime que Gorbatchev propose que le Secrétaire général du Parti occupe en même temps les fonctions de chef de l'Etat. Il va même plus loin en généralisant cette mesure : à chaque échelon de la structure du pouvoir, de l'arrondissement à la république, le secrétaire du Parti doit devenir également le président du Soviet de même niveau.

En réalité, il y a dans ces propositions moins de nouveauté qu'il ne semble. L'actuel parlement soviétique ne se réunit certes que pendant quelques jours, mais ses commissions siègent, elles, presque en permanence. Elles exercent essentiellement un rôle de contrôle et les ministres se présentent régulièrement devant elles.

On l'a vu, les trois prédécesseurs de Gorbatchev à la tête du Parti ont cumulé leurs fonctions avec celles de président du praesidium du Soviet suprême. Théoriquement, le parlement pouvait aussi les renverser. On voit mal pour quelle raison le nouveau Congrès serait plus indépendant à l'égard du pouvoir que ne le sont les chambres actuelles.

En se plaçant sur ce terrain juridique, Gorbatchev et l'actuelle direction se situent dans la logique du « *renforcement de la légalité socialiste* ». Il semble donc que la formule gorbatchévienne sur le passage à un « *Etat socialiste de droit* » signifie simplement l'adaptation des textes à la pratique qui s'est dégagée au cours de la dernière décennie.

Est-ce un bond vers plus de démocratie ? Pas si l'on donne à ce terme le sens occidental. La démocratie parlementaire repose sur le principe de la séparation des pouvoirs. Or le principe du pouvoir directif du Parti est la négation même de

toute séparation. Comme par le passé, le législatif, l'exécutif et le judiciaire continueront à lui être subordonnés. Son action s'exercera cependant dans le cadre des textes. Ce qui n'est pas tout à fait le cas aujourd'hui. Cela signifie seulement plus de légalité.

« *La démocratie*, expliquait Gorbatchev devant le XXVII^e congrès du Parti en 1986, « *a été et reste un levier essentiel du renforcement de la légalité socialiste, tandis qu'une légalité à toute épreuve est indissociable de notre démocratie.* »

Naturellement, il faut comprendre ce dernier mot dans l'optique léniniste : la vraie démocratie est celle qui est garantie par le Parti, ce n'est pas la « pseudo » démocratie bourgeoise. Renforcer le pouvoir du Parti, est donc le meilleur moyen de consolider la « *démocratie socialiste* ».

La légalité socialiste apparaît comme une barrière que les dirigeants se sont imposée à eux-même pour éviter le retour à des périodes d'instabilité telles que le « *culte de la personnalité* » de Staline ou le « *subjectivisme* » de Khrouchtchev. Mais il ne s'agit pas d'une entrave réelle au pouvoir du Parti, tout au plus d'un garde-fou destiné à empêcher toute dérive qui pourrait compromettre son exercice tranquille.

**

Si les principes de la légalité socialiste règlent les rapports entre le Parti, l'Etat et la population, ils s'exercent aussi au sein même du Parti, au travers des règles du pouvoir collégial. Pendant l'ère brejnévienne, la collégialité a stabilisé politiquement le système en évitant tout retour vers les errements personalistes du passé, mais n'a pas eu des effets seulement positifs : son corollaire néfaste s'appelle aujourd'hui la « *stagnation* » (3).

L'équilibre politique de l'ère brejnévienne produisit un arrêt presque total du mouvement des cadres des appareils du Parti et de l'Etat. Un quelconque responsable ne pouvait être écarté que s'il avait démerité politiquement. Ni l'incompétence, ni la corruption d'un dirigeant n'étaient considérées comme des raisons justifiant un renvoi. Cette sclérose de l'appareil est aujourd'hui considérée comme l'une des causes principales du mauvais état de l'économie.

Entre 1982 et 1986, la lutte contre la corruption, puis contre l'incompétence, sans compter les décès survenus au Bureau politique qui privèrent de soutien bon nombre de responsables, ont progressivement rendu une certaine fluidité à l'appareil. Mais ce mouvement est purement circonstanciel.

(3) Il est significatif que l'on reproche à Brejnev la « stagnation » économique et sociale, sa « corruption » et son goût pour la « flatterie », mais non sa manière d'exercer le pouvoir au sein du Parti. Les expressions « *culte de la personnalité* » et « *subjectivisme* » qui qualifient ses prédécesseurs contiennent la notion de jugements politiques personnels erronés. Les qualificatifs attribués à Brejnev concernent sa valeur morale.

La tâche de l'actuelle direction semble être de préserver la structure collégiale, tout en permettant le mouvement des cadres. Ce mouvement peut difficilement se faire par le haut (c'est le « dirigisme ») tout simplement parce qu'à un moment ou un autre, cela provoquerait des déséquilibres importants dans la structure du pouvoir. Il doit donc se faire par la base, grâce à la pluralité de candidatures et au vote secret. En théorie, c'est aux citoyens que reviendra le droit de sanctionner les responsables qui ont démerité ou de promouvoir ceux qui ont quelque chose de positif à proposer.

Dans la pratique, s'il semble bien que la pluralité des candidatures (toutes agréées par le Parti) sera appliquée pour l'élection des membres des

assemblées, qu'il s'agisse des Soviets (organes administratifs d'Etat) ou des comités du Parti, il paraît probable, en revanche, que l'élection du président de ces Soviets et des premiers secrétaires des organisations du Parti continuera de se faire comme par le passé, sur la base de candidatures uniques. On voit mal, sinon, comment le cumul prévu entre ces deux postes pourrait être garanti autrement. Cependant, grâce au scrutin secret, il sera possible aux assemblées de se débarrasser éventuellement des dirigeants notoirement inefficaces ou corrompus. Par ailleurs, par la limitation à deux fois cinq ans de la durée des mandats des dirigeants à un poste déterminé, la fluidité devrait être accrue. Du moins sur le papier.

Pierre LORRAIN

LA BUREAUCRATIE, CANCER DE LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE

« **L**a bureaucratie est l'une des tares sociales les plus répandues et les plus virulentes », écrivait le sociologue Wladimir Choubkine dans la revue « *Znamia* » (n° 4-1987).

Ce que les spécialistes soviétiques ne se risquent toujours pas à reconnaître ouvertement, c'est que l'immense cohorte des « *apparatchicks* » de tous profils est essentiellement composée de membres du Parti, imbus de leur autorité, profitant de multiples privilèges et ne souhaitant nullement changer l'état des choses. C'est donc non seulement un mal social, mais également et avant tout un profond malaise politique.

Dans son analyse du phénomène, Wladimir Choubkine poursuit :

« Il serait naïf de réduire la bureaucratie à la seule paperasserie (...). Tout est beaucoup plus compliqué. La bureaucratie moderne s'est considérablement étendue et renforcée. Elle s'est incorporée aux diverses administrations. Elle est devenue plus unie, plus flexible, plus rusée, plus raffinée ».

De son côté, l'éminent sociologue soviétique Evguéni Ambartzoumov écrit dans son introduction à l'ouvrage « *La loi de Parkinson* » :

« L'une des raisons du caractère particulièrement vivace de la bureaucratie, en tant que phénomène social, réside dans le fait qu'elle se développe selon le principe des cloisons étanches (...). Si un office bureaucratique est dissous en raison de son improductivité (ce qui arrive d'ailleurs très rarement), les compartiments qui le doublent

continuent à fonctionner comme si de rien n'était. Toutefois, lorsqu'en cas de nécessité les cloisons étanches s'ouvrent, les cadres quelque peu réduits qui s'y trouvaient abandonnent les sections « inondées » pour migrer dans les segments « secs ». Le schéma des cloisons étanches permet de conférer un aspect rationnel au chaos des directives contradictoires, lorsque la main gauche ignore ce que fait la main droite ».

Le caractère intégralement planifié et centralisé de l'économie soviétique d'une part, et le système politique à parti unique d'autre part, ont stimulé, dès le départ, la naissance d'une caste administrative omnipotente et très structurée :

« Dans tout schéma administratif, l'accès aux informations acquiert un caractère hiérarchique, poursuit Choubkine. Chaque niveau n'a le droit de savoir que certaines choses (...). Comme les affaires vont de plus en plus mal, une atmosphère d'incrédulité et de méfiance générale s'établit. De là proviennent les innombrables contrôleurs. Mais ceux-ci finissent, à leur tour, par devenir suspects. Alors apparaissent des contrôleurs de contrôleurs, etc.

« Le pouvoir engendre les privilèges. Pour cela, il recourt fréquemment aux institutions bureaucratiques. La concentration du pouvoir dans un cercle restreint d'élus fait naître une communauté d'intérêts, une tendance à conserver et à élargir de concert la situation acquise, la souveraineté et les biens ».

Comme le confirme l'académicien Tatiana Zaslavskaya, le processus de bureaucratisation a

touché depuis longtemps tous les degrés de l'échelle hiérarchique soviétique, y compris les plus élevés :

« Il s'agit, avant tout, d'une partie des responsables des administrations économiques centrales et de leurs directions locales. Ces fonctionnaires constituent une caste bureaucratique qui s'est largement développée au cours des derniers quinquennats. Elle dispose de privilèges socialement injustifiés et souhaite conserver l'ancien état des choses. Tout en tenant compte des différences de qualité, il faut lui rattacher le monde encore parfaitement conservé des affairistes, des spéculateurs, des accapareurs, des concessionnaires et des dilapideurs des fonds de l'Etat » (« Moskovskié Novosti », 1 mars 1987).

De son côté, l'hebdomadaire « Nédélia » fournissait la caractéristique suivante (n° 11, 1987) : « Il ne s'agit pas d'un club d'hommes d'affaires unis par une cupidité mutuelle et par une solidarité de caste, mais d'une colossale association, extrêmement ramifiée et comportant de multiples degrés ».

Dans une de ses œuvres consacrées à cette véritable plaie de la société soviétique, la femme de lettres Olga Tchaïkovsky décrit de la manière suivante le « bureaucrate-type » :

« Bien entendu, il n'avait aucune notion de la tâche qui lui avait été confiée, ni comme fonctionnaire du soviet des députés, tenu de comprendre les travailleurs et de défendre leurs intérêts, ni comme technicien (...). Jusque-là, il avait été chargé du Commerce, puis de la Culture au sein du Comité Exécutif. Il ne connaissait strictement rien ni à l'une, ni à l'autre de ces branches, ce qui ne l'empêchait nullement de passer pour un spécialiste de haut niveau. Grand maître en matière d'intrigues, il détectait immédiatement avec quel personnage il valait mieux s'allier, qui devait être évité et qui pouvait être tout simplement envoyé au tapis ».

*
**

S'identifiant pratiquement au Parti, la bureaucratie joue un rôle de tout premier plan dans la vie politique de l'URSS. Comme le rappelle l'hebdomadaire letton « Sovietskaia Molodioj » (La jeunesse soviétique) du 29 janvier 1988, elle fut à l'origine d'événements de portée historique :

« La cause fondamentale de l'éviction de Khrouchtchev de la scène politique en 1964 a précisément consisté dans le fait qu'il a douloureusement blessé les intérêts de la bureaucratie en la privant d'une partie de ses privilèges. En critiquant Staline et son pouvoir autocratique, Khrouchtchev a mis en doute l'aptitude de la bureaucratie à exprimer et à défendre les intérêts du peuple ».

L'importance numérique de la bureaucratie ressort notamment de l'étude consacrée à ce phénomène par Boris Laptchenko dans la revue « Nach Sovrémennik » (n° 10, 1987) :

« Dans un de ses éditoriaux, le quotidien « Sovietskaia Rossia » a indiqué qu'en URSS, ces derniers temps, l'appareil administratif s'accroissait de 300 000 à 500 000 personnes par an, pour atteindre aujourd'hui 18,6 millions d'« unités ». Cela représente un « bureaucrate-administratif » titularisé avec rémunération correspondante, fauteuil, parfois même bureau particulier et voiture « Volga » dans le garage de l'établissement, pour 15 habitants, nouveaux-nés et vieillards compris ».

LA BUREAUCRATIE AU KOLKHOZE

Depuis la proclamation de la collectivisation totale, en 1929, l'agriculture soviétique est devenue rapidement l'un des bastions de la bureaucratie. Un exemple caractéristique de l'envahissement par le cancer bureaucratique des multiples instances chargées de gérer la vie et l'activité des kolkhozes et des sovkhoses est fourni par les Comités industriels et agricoles assurant la réalisation du plan :

« Le Comité industriel et agricole de Kalinine comprend près de 80 sections, sous-sections et groupes administratifs. Chacun d'entre eux compte, avec le président assisté de dix adjoints, plus de 350 fonctionnaires — spécialistes qualifiés de l'économie rurale. Ajoutez-y une section générale avec près de 50 ingénieurs spécialisés dans les écritures, secrétaires-dactylos, sténographes, secrétaires personnelles et chauffeurs de voitures particulières. Cela représente 400 collaborateurs (sans parler des directions centrales, où il serait également intéressant de faire le décompte) avec des rémunérations qui ne sont pas inférieures à 250-300 roubles par mois dans le seul Comité technique et agricole régional. Multipliez donc ces chiffres par le nombre de régions administratives que compte l'URSS. N'est-il pas un peu trop onéreux pour l'Etat d'entretenir un appareil de gestion dont la seule tâche est de signifier que les moutons doivent être tondus et la terre labourée ? » (« Nach Sovrémennik », n° 10, 1987).

Illustrant plus concrètement la situation dans le district de Polessk (région de Kalinigrad, ex-Königsberg), l'homme de lettres Andreï Nouïkine écrivait dans la revue « Novy Mir » (n° 1, 1988) :

« Notre district ne compte que quatre kolkhozes très pauvres et autant de sovkhoses (...). Leurs dettes s'élèvent à plusieurs millions. Ce sont donc des parasites de l'Etat. Les fermes manquent de trayeuses et celles qui travaillent ont atteint l'âge de la retraite ou, en tout cas, celui de la pré-retraite. Mais jetez donc un regard dans les bureaux de ces établissements. Des jeunes femmes

resplendissantes de santé sont assises derrière des tables installées en deux rangées. Ce sont les comptables avec leurs multiples suppléants, les économistes et les principaux spécialistes. Vient ensuite les chefs d'équipes, les ingénieurs, les électriciens, les agronomes chargés de l'approvisionnement en fourrage, etc. Et ceci se passe dans une exploitation déficitaire ! ».

Comme le précisent d'innombrables articles de presse, cette véritable armée de fonctionnaires installés aux postes de commande de l'agriculture soviétique est essentiellement occupée à remplir des formulaires et une infinité de papiers les plus divers :

« Hélas, avec l'avènement de la « perestroïka », le flot de paperasse n'a pas diminué et le style des papiers non plus », s'exclame Boris Laptchenko dans la revue « Nach Sovremennik » (n° 10, 1987). Il relate, à titre d'exemple, les profonds soucis d'un chef d'équipe du kolkhoze « Rassvet » :

« Nous ne manquons pas de bonne volonté et sommes prêts à faire preuve d'initiative personnelle, mais ce n'est pas facile... Au cours de la seule année dernière, plus de mille directives écrites et « téléphonogrammes » sont parvenus à notre exploitation ».

De son côté, le président du Comité technique et agricole de Kalinine, Lomtev, a établi qu'en 1986 « l'organisme qu'il dirige a reçu de la part de l'instance administrative plus haut placée 3 500 consignes. Les comités régionaux du parti et les comités exécutifs lui firent parvenir 844 directives. A leur tour, les instances qui lui sont subordonnées, kolkhozes et sovkhoses, lui adressèrent 4 900 papiers, dont certains étaient des réponses aux instructions qu'il avait lui-même envoyées. Il faut ajouter à cela 1 700 télégrammes en provenance « d'en-haut » et « d'en-bas ».

« Cela représente 11 000 « dépêches » par an, c'est-à-dire 30 par jour (...). De quelle initiative créatrice peut-il être question ? »

LA BUREAUCRATIE DANS LA VIE ÉCONOMIQUE

Une situation en tous points identique s'observe dans le domaine de la science et de l'industrie, conduisant la vie économique du pays à un désespérant immobilisme.

Pour illustrer l'état de choses dans la branche scientifique, il suffit de se reporter à l'excellente analyse de Wladimir Choubkine, déjà citée :

« L'académicien V. Guinzbourg a évoqué dans la presse le torrent de papiers déferlant sur le domaine de la science. Par la seule Chancellerie du Presidium de l'Académie des Sciences, passent annuellement près de 700 000 papiers divers. En 1983, près de 83 000 papiers ont été réceptionnés par le seul institut de Physique de l'Académie des Sciences ».

L'industrie, pour sa part, est complètement noyée dans la paperasse. Ordres, consignes, directives, contre-ordres s'entremêlent dans une confusion inextricable.

Exposant la situation au centre de réparations électro-techniques n°2 de la ville de Sloutsk, le quotidien « Sovetskaya Biéloroussia » du 23 mai 1987 relate :

« Fréquemment les ordres se contredisent les uns les autres. Aujourd'hui, telle section est créée, demain telle autre. Les ordres suivants annulent les ordres précédents. C'est un flot continu de papiers... »

« La directive n°36 modifie la directive n°202 (1985), la directive n°37 est relative à la non-exécution de la directive n°502 (1986). La directive n°52 concerne l'annulation du second paragraphe de la directive n°433 (1986), la directive n°77 annule la directive n°9 concernant l'engagement de poursuites, etc. etc. ».

Simultanément à ce déluge de consignes, agissent une infinité d'interdits qui freinent l'activité technique et économique du pays.

Particulièrement caractéristique à cet égard est le cas des photocopieurs. Ceux-ci constituent, en URSS, des instruments sacro-saints, jalousement gardés par la milice et le KGB.

Provoqué manifestement par la peur de voir se multiplier des textes « séditieux », un tel état de choses bloque le progrès et contribue à l'implantation de pratiques bureaucratiques absurdes.

COMMENT OBTENIR UN VISA POUR L'ÉTRANGER

Solidement ancrée dans la vie économique, la bureaucratie a littéralement colonisé l'appareil administratif. On peut se faire une idée du rôle qu'elle joue dans la vie quotidienne en suivant les tourments des citoyens soviétiques désireux d'effectuer un voyage à l'étranger.

Voici, par exemple, ce que raconte au quotidien « Moskovskié Novosti » (Les nouvelles de Moscou) du 16 août 1987, Victor Soukhotéply, directeur du tourisme soviétique à l'étranger :

« Jusqu'aux tous derniers temps, la procédure visant à obtenir un visa pour l'étranger souffrait d'un bureaucratisme et d'un formalisme excessifs. Le seul ministère de la Santé exigeait, par exemple, que l'intéressé consulte 16 médecins-spécialistes. L'obtention d'une attestation demandait une attente de plusieurs jours dans une polyclinique et ceci, pendant les heures de travail. Un habitant de la campagne qui, pour l'obtention d'un certificat, devait se rendre au centre du district ou dans la capitale régionale, ne pouvait même pas y penser ».

Dans le duel Gorbatchev-bureaucratie, les jeux sont loin d'être faits.

Michel SLAVINSKY

COMMENT LE P.C.F. A ISOLÉ LES SOCIALISTES DES CENTRISTES

Les socialistes ont fait scandale quand, au moment de former le gouvernement, ils ont offert leur alliance aux centristes. On n'a généralement vu dans cette entreprise qu'une manœuvre qui ne visait qu'à donner aux socialistes le beau rôle. S'ils avaient vraiment voulu aboutir, ils n'auraient pas agi avec cette désinvolture, ni ce mépris. Car c'est vraiment montrer peu de souci de la dignité d'hommes politiques donnés que de les sommer de changer d'alliance et d'orientation dans les vingt-quatre heures, sans négociations préalables, sans l'établissement en commun d'une plate-forme d'action minimum, avec pour seul argument — du moins en apparence — l'offre d'un portefeuille ministériel ! Seules, de grandes crises nationales peuvent, en France, justifier de telles embrassades la veille impossibles.

UNE TRADITION

Manœuvre politicienne ou début maladroit d'une nouvelle politique ? On en laissera discuter les observateurs, et d'ailleurs la vie tranchera. Ce qui étonne en cette conjoncture, c'est que personne n'ait dit, pas même chez les socialistes, qu'en esquissant ainsi un rapprochement avec le Centre, le Parti socialiste n'innovait pas : *il ne faisait que reprendre une pratique qui appartient à la tradition socialiste française* depuis des décennies, et même depuis les plus lointaines origines du Parti — une tradition née dans la SFIO et que le P.S. a respectée quelques années encore après le Congrès d'Épinay en 1971 ; une tradition qui, en quelque sorte, comportait deux volets :

— d'un côté, le droit pour les socialistes de contracter des alliances électorales avec des hommes et des forces politiques situés à la droite du Parti ;

— de l'autre, la possibilité pour les organisations socialistes locales et leurs candidats de contracter ces alliances en fonction des conditions politiques de la circonscription ou du département, et donc de faire liste commune dans une ville avec des formations politiques auxquelles les socialistes opposaient une liste concurrente dans une autre.

Cette pratique — qui, sous la IV^e République, était devenue quasi-universelle dans la SFIO à quelque niveau que ce fût — a toujours eu des

adversaires dans le Parti. C'est même à son propos qu'il connut sa première scission, peu après sa constitution, à la fin de 1879...

RÉVEIL DES ILLUSIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Il n'entre pas dans notre propos de retracer l'évolution des positions socialistes sur la question des alliances électorales avec les forces politiques situées sur sa droite. Seules nous retiendrons les manœuvres que multiplièrent les communistes, à partir de la signature du *Programme commun de gouvernement* en 1972, pour amener les socialistes à rompre avec cette pratique traditionnelle et à interdire à leurs militants — sous peine d'exclusion — de conclure une alliance électorale avec des hommes du Centre, même dans les départements ou les villes où cette pratique était constante.

À la vérité, les illusions révolutionnaires, qui se réveillèrent après 1968 dans la pensée socialiste et lui firent abandonner l'approche plus réaliste des problèmes qu'elle avait fini par adopter au fil des années, facilitèrent les manœuvres communistes.

En effet, pour beaucoup de militants socialistes, notamment parmi ceux qui s'étaient découverts socialistes sur le tard et qui n'avaient donc pas vécu longuement la vie du Parti, ces alliances au Centre — abondantes notamment sur le plan municipal — étaient responsables au premier chef de l'évolution de la SFIO vers la social-démocratie, entendue au sens actuel de ce mot, au sens d'un parti socialiste de gouvernement débarrassé du carcan doctrinaire qui le maintenait dans une opposition stérile et en fin de compte dangereuse pour la démocratie.

D'autre part, ceux des socialistes qui donnaient pour objectif à leur Parti l'affaiblissement électoral du Parti communiste et la récupération des électeurs de gauche que celui-ci traînait indûment derrière lui, pensaient que, pour réduire l'influence du PCF, pour le cantonner dans le rôle d'une « force d'appoint », il fallait que le Parti socialiste se montrât plus révolutionnaire que lui et lui enlevât la direction des masses, tout en s'entendant avec lui.

Bref, il s'agissait de retourner contre les com-

munistes la célèbre tactique du « *front unique* » et du « *plumage de la volaille* ».

ISOLER LE P.S.

Les communistes n'ont vraisemblablement pas mesuré tout de suite le danger que ce « révolutionnarisme » du Parti socialiste comportait pour eux. Ils n'y voyaient d'ailleurs qu'une manœuvre et ils espéraient bien la retourner contre ses auteurs.

Pour cela, ils ont eu recours à leurs méthodes habituelles. Ils ont essayé d'*isoler le Parti socialiste* en l'amenant à rompre les alliances qu'il avait conclues sur sa droite. Un Parti socialiste isolé, si fort qu'il fût sur le plan parlementaire ou sur le plan municipal, aurait besoin d'une force d'appoint. Si on l'amenait à se couper de toutes les forces politiques situées sur sa droite, on le forcerait à avoir recours à l'appoint du Parti communiste, on lui rendrait impossible le recours à des majorités de rechange pour se libérer de la pression communiste.

C'était une application de la célèbre formule : « *Manœuvrer, isoler, liquider* » qui avait donné jusque-là d'excellents résultats.

PREMIÈRE CONCESSION DU P.S.

Dès la signature du programme commun de gouvernement, les communistes avaient à peu près obtenu du Parti socialiste qu'il oblige tous ses élus municipaux à ne contracter désormais d'alliance qu'avec des forces ou des hommes politiques qui acceptaient le programme commun de gouvernement. Au cas où des hommes ou des forces politiques avec lesquels les socialistes géraient en commun des municipalités — souvent depuis longtemps — refuseraient de donner leur accord à ce programme commun, il faudrait rompre avec eux.

Ainsi, les centristes de toutes sortes étaient rejetés par les socialistes, bien qu'ils n'eussent en rien démerité, bien qu'ils eussent été fidèles aux accords plus ou moins formels passés avec les socialistes.

Dans cette rupture, toute la responsabilité incombait aux socialistes : la fréquentation des communistes leur avait désappris, si l'on peut dire, les règles élémentaires de la correction et de l'honnêteté en matière politique.

HONNETÉTÉ DU PLURALISME

Bien qu'elle soit peu compatible avec l'esprit de la démocratie libérale parlementaire, l'idée de parti a pris une telle place dans la pensée politique française que les socialistes n'ont pas été les seuls à trouver logique et plus conforme à l'honnêteté d'exiger que la ligne politique appliquée à l'échelon national le fût aussi à l'échelon municipal.

C'était une singulière erreur.

Répétons-le : avant leur alliance avec les communistes, les socialistes français, ceux du moins qui demeuraient imprégnés d'esprit libéral, et c'était le plus grand nombre, avaient pratiqué le plus honnêtement du monde la politique contraire. Ils avaient accepté, non seulement comme un fait, mais comme un bien, ce qu'on pourrait appeler la *pluralité nationale*, et ils y avaient adapté leur politique, pourtant inhabituellement rigide par rapport à celle des autres partis (le PCF excepté).

Si forte que soit la cohésion de la nation française, il y demeure, et c'est tant mieux, des originalités régionales ou locales. Les situations ne sont pas partout les mêmes. Les rapports de forces politiques changent d'une ville à l'autre en fonction de réalités matérielles et de traditions historiques différentes. Le socialisme lui-même varie de Lille à Marseille et de Strasbourg à Nantes. L'esprit de la démocratie libérale veut qu'il soit tenu compte de ces situations différentes, de ces mentalités différentes. L'expression de la volonté générale ne peut pas s'accomplir partout de la même façon. On se conformera donc aux aspirations de la population et aux volontés du suffrage universel — comme le veut la démocratie — en adoptant ici un type d'alliance qu'on refusera ailleurs.

Il faut vraiment placer l'intérêt du Parti et de sa discipline au-dessus de l'intérêt national pour trouver immorale cette façon d'agir.

DEUXIÈME CONCESSION

Si les socialistes avaient consenti à ne plus accepter d'alliés que dans le cadre du programme commun, ils pensaient qu'ils pourraient présenter aux élections municipales des listes socialistes homogènes. Ainsi, ils respecteraient l'engagement que les communistes leur avaient arraché, mais ils conserveraient un bon nombre de leurs électeurs modérés, qui au contraire risquaient de se détourner d'une liste où auraient figuré aussi des candidats communistes. Finalement, les communistes obtinrent dans la majorité des villes la constitution de listes communes, ce qui rendait impossible toute espèce d'alliance des socialistes avec les centristes, après comme avant les élections.

Les communistes avaient déjà fait pression de longue date sur les socialistes en ce sens. Dès mars 1964, ils avaient obtenu la constitution de listes communes aux élections municipales à Paris et dans la Seine. Mais Guy Mollet avait tenu à préciser que c'était là une exception et qu'« *ailleurs, c'était ville par ville que la tactique devait être définie* » (*Le Populaire*, 2-3 février 1965).

En 1971 encore, le P.S. avait repoussé un accord national pour les nouvelles élections municipales.

Lors de son Conseil national de février, son

premier secrétaire, Alain Savary, avait refusé de voir son parti « *renoncer systématiquement à toutes les possibilités de conduire à la victoire des listes socialistes* », même si, pour parvenir à cette victoire, il fallait parfois constituer des listes de coalition. Et il avait fait applaudir les socialistes de Lille et de Marseille qui n'hésitaient pas à s'associer avec des « *réactionnaires* » pour conserver la direction de ces deux cités.

Le 28 juin 1976, les communistes obtinrent enfin la signature de l'accord national dont ils avaient besoin pour — pensaient-ils — mettre un peu plus encore les socialistes sous leur tutelle.

Certes, les socialistes n'avaient pas tout cédé. Ils avaient refusé que la direction nationale des partis imposât la formation de listes communes dans toutes les villes, comme les communistes le demandaient. Il était seulement convenu que les trois partis (n'oublions pas le MRG) conseilleraient à leurs organisations locales d'engager des conversations en vue de la présentation de listes communes, mais qu'ils leur laisseraient la liberté de la décision.

Bref, on pouvait penser, au P.S., que, tout en faisant plaisir aux communistes par une concession apparente, on avait maintenu l'essentiel de l'ancienne tactique, d'inspiration décentralisatrice et fédéraliste.

Les dirigeants du P.S. avaient oublié deux choses.

En renvoyant la décision aux militants locaux, ils avaient montré qu'ils ne se sentaient ni le courage, ni la force d'affronter les communistes et de leur dire non. Ce n'était pas là l'exemple qu'il aurait fallu donner, d'autant plus — ils auraient dû le savoir — qu'une concession faite aux communistes ne calme jamais leurs exigences, mais les incite au contraire à réclamer quelque chose de plus.

Ils oubliaient aussi la mauvaise foi résolue et systématique que les communistes apportent à l'application des contrats.

F. MITTERRAND N'EST PAS D'ACCORD

Lors d'un meeting organisé à Dreux en vue des élections municipales le 5 février 1977, M. François Mitterrand, alors Premier secrétaire du P.S., fournit son interprétation de l'accord du 28 juin 1976 (signé d'ailleurs alors qu'il était absent de France) :

« L'accord passé le 28 juin dernier ne spécifie pas que l'union doit être réalisée dans toutes les communes de France, comme l'affirme le Parti communiste. Il l'avait certes réclamé, mais nous n'avons pas souscrit à cette demande. Nous avons seulement dit oui à la recherche du meilleur accord possible sur la base des résultats des élections antérieures ».

Aussitôt, par la plume de son éditeur René

Andrieu, *l'Humanité* riposta en citant le texte de l'accord :

« Les trois formations invitent leurs organisations départementales et locales à engager des négociations immédiates en vue du meilleur accord possible d'union de la gauche dès le premier tour dans toutes les communes de France où elles sont présentes ».

Et Andrieu de commenter :

« Dans toutes les communes de France où elles sont présentes : le texte est sans équivoque ».

Bel exemple d'argumentation sophistiquée ! Andrieu feint de ne pas voir l'essentiel. Il déplace la question et essaie de faire croire que M. Mitterrand avait contesté le caractère *universel* de l'accord. Or, si l'invitation à négocier avait bien été adressée à toutes les organisations locales, ce que M. Mitterrand n'avait pas mis en cause, ce à quoi ces organisations avaient été invitées, ce n'était pas à former des listes communes, mais à « *engager des négociations en vue du meilleur accord possible d'union de la gauche* », ce qui ne préjugait pas de la conclusion des négociations engagées. La présentation de listes séparées pouvait fort bien apparaître comme ce qu'il y aurait de meilleur pour la gauche dans son ensemble.

Deux jours auparavant, Andrieu avait crié victoire :

« Au lendemain de l'accord sur les élections municipales..., tous les éditorialistes de la presse écrite et parlée l'avaient présenté comme une « capitulation » des communistes. Nous nous étions, paraît-il, « couchés » devant les exigences socialistes.

« Voilà qu'aujourd'hui, certains d'entre eux rectifient le tir. Avec huit mois de retard ».

C'est d'ailleurs parce que l'interprétation communiste commençait à prévaloir que M. Mitterrand était intervenu dans le sens qu'on a vu.

CONCLUSION

Il ressort de cette brève revue :

— que l'alliance ou la coalition avec les centristes appartient à la tradition socialiste, et notamment à celle de l'aile du Parti qui souhaitait que le Parti socialiste cessât de se cantonner dans l'opposition pour devenir un parti de gouvernement ;

— que les centristes n'ont pas rompu d'eux-mêmes avec les socialistes, mais que le Parti socialiste les a forcés à rompre sans qu'ils eussent démérité en quoi que ce fût ;

— que les socialistes ont accepté cette rupture, certains à leur corps défendant, sous la pression du Parti communiste, lequel espérait ainsi isoler le P.S., lui enlever la possibilité d'opérer un changement d'alliance une fois parvenu au pouvoir, et le tenir prisonnier.

Claude HARMEL

Portrait :

Iegor Kouzmitch **LIGATCHEV**

**membre du Bureau politique et secrétaire
du Comité central du PCUS**

Dans la structure du pouvoir en URSS, Iegor Ligatchev occupe l'une des places les plus importantes, celle de secrétaire du Comité central (CC) chargé de l'Idéologie. A ce titre, il supervise le dogme, les moyens de propagande et l'éducation. En outre, il veille à la conformité idéologique des cadres du Parti et contrôle les relations pratiques et théoriques entre le PCUS et l'ensemble du mouvement communiste.

C'est également lui qui dirige les réunions du secrétariat du CC. En l'absence du secrétaire général, il préside également celles du Bureau politique (BP). On comprend dès lors que Iegor Ligatchev soit considéré comme le « *numéro 2* » du système. Et cela, même si les Soviétiques, au nom de la collégialité, contestent toute velléité de coller des numéros aux membres du BP en arguant qu'ils sont tous pairs, le secrétaire général bénéficiant simplement d'un statut de « *primus inter pares* ». Disons, dans ce cas, que Ligatchev sans être aussi « *premier* » que Gorbatchev est, pour paraphraser George Orwell, nettement plus « *pair* » que les autres.

Né le 19 novembre 1920, Iegor Kouzmitch Ligatchev est de dix ans et demi l'aîné de Mikhaïl Gorbatchev. Toute sa carrière a été celle d'un « *apparatchik* » moyen. Après des études d'ingénieur d'aviation, à l'Institut aéronautique « *Ordjonikidzé* » de Moscou pendant la guerre (il y côtoya notamment Anatoli Dobrynine, l'actuel secrétaire du CC chargé des relations internationales), il suivit les cours de l'Ecole Supérieure du Parti.

Peu après la fin de la guerre, Ligatchev entre dans la vie active comme ingénieur dans une usine aéronautique de Novossibirsk, en Sibérie. Mais sans doute ne s'agit-il là que d'une argutie administrative, car il exerce simultanément et jusqu'en 1949 les fonctions de 1^{er} secrétaire du comité régional du Komsomol, les jeunesses communistes, poste assez important pour l'occuper à plein temps.

A partir de 1949, il est versé dans l'appareil régional du Parti, toujours à Novossibirsk, où il passera dix ans à des postes secondaires, sans véritable relief. En 1961, il quitte la métropole sibérienne pour Moscou, où il est appelé à l'appareil du CC, comme chef adjoint, d'abord du département de l'agit-prop pour la Russie soviéti-

que (RSFSR), puis du département de l'organisation du travail du Parti, c'est-à-dire des cadres, toujours pour la RSFSR, sous l'autorité d'Andreï Kirilenko, alors l'un des proches de Leonid Brejnev.

En 1965, peu après la chute de Khrouchtchev, il est nommé premier secrétaire du Parti pour la région de Tomsk, en Sibérie, non loin de Novossibirsk. Après des années de stagnation, sa carrière semble connaître un nouveau départ puisque l'année suivante, lors du XXIII^e congrès du Parti, il est nommé membre suppléant du Comité central.

Pendant dix longues années, les promotions se feront attendre, même si en 1976 il est nommé membre titulaire du CC. Il lui faudra patienter encore sept ans à Tomsk pour que sa carrière bouge enfin, après la mort de Brejnev.

C'est Iouri Andropov qui met fin à ce qui avait commencé en promotion et s'était transformé en exil, en le nommant chef du département de l'organisation du travail du Parti en avril 1983. Dès décembre de la même année, il devient secrétaire du CC, toujours chargé des cadres, poste qu'il occupera deux ans, jusqu'à la mort de Tchernenko et la nomination de Gorbatchev.

Le 23 avril 1985, il devient membre titulaire du BP et prend la tête des secteurs idéologiques, devenant ainsi brusquement le « *numéro 2* » du système. Paradoxalement, c'est sans doute sa carrière si lente qui l'a servi au moment où le Bureau politique se cherchait un numéro deux conséquent. Non seulement Ligatchev était un familier des problèmes idéologiques et des cadres, mais en plus, il avait souffert sous Brejnev d'une interruption injustifiée de carrière (comme Mikhaïl Solomentsev) et était devenu, au cours de ses dix-huit ans passés à Tomsk, l'un des représentants les plus conséquents de l'un des groupes les plus influents au Comité central, celui des premiers secrétaires de région.

Certains voient en Ligatchev un adversaire de la « *glasnost* » gorbatchévienne.

S'il y a des différences entre les deux hommes (et pourquoi n'y en aurait-il pas ?), elles concernent des points secondaires et qui n'ont pas été tranchés par le Bureau politique. Dès qu'une décision est prise collégialement, les différences sont tues.

P.L.

(Biographie établie à partir de la base de données informatiques de l'auteur).

le point de vue d'Est & Ouest

MATHIAS RUST OU LES DEUX MORALES

Mathias Rust a été libéré et c'est tant mieux. Avait-il mérité les quatre années de prison qui lui avaient été infligées pour avoir violé les frontières de l'URSS et posé son avion sur la Place Rouge, au pied du Kremlin, en contravention avec les lois internationales et les règlements de la sécurité aérienne ? C'est bien possible. Sa jeunesse, la qualité, voire la cocasserie de son exploit qui tenait du « canular », les bonnes intentions qui, visiblement, l'animaient (la fraternité des peuples) lui auraient sans doute valu ailleurs de larges circonstances atténuantes. Les Soviétiques ont condamné, puis, dédaignant une protestation internationale d'ailleurs très molle et vite interrompue (c'est de cela que nous allons parler), ils ont maintenu le jeune aviateur en prison.

Ils l'y ont maintenu jusqu'au jour où non seulement ils ont pu le libérer en ayant l'air d'agir de leur propre chef, sans paraître céder à aucune pression, mais où ils ont pensé qu'ils tireraient un bénéfice politique de cette libération, le geste ne pouvant qu'être agréable aux Allemands de l'Ouest au moment où le Kremlin fait un gros effort pour les séduire. Par surcroît, vraisemblablement chapitré de la bonne façon, Mathias Rust, en qui le politique ne vaut certainement pas l'aéronaute, a publiquement reconnu ses torts (« *Je réalise que j'avais commis plusieurs délits criminels* », *l'Humanité*, 4.8.88), expliqué qu'il avait été bien traité, que sa libération anticipée était un acte humanitaire, qu'il était un partisan de la paix et du rapprochement des peuples...

Sans vouloir accabler ce jeune étourdi (à qui l'on doit la satisfaction d'avoir vu les dirigeants soviétiques dans une situation voisine du ridicule), osons écrire qu'il ne faudrait pas s'étonner si quelque jour (« et plus tôt que plus tard »), on lisait sa signature au bas d'un manifeste « pacifiste » d'inspiration pro-soviétique.

Considérons toutefois l'affaire avec un peu de hauteur, afin d'en dégager la signification politique (nous dirions presque, prétentieusement, la philosophie politique) et, pour cela, imaginons que ce soit un communiste ou quelqu'un pouvant passer pour une victime du capitalisme et de l'impérialisme à qui aurait été infligée une pareille sanction.

Immédiatement, une vaste campagne de protestation se serait développée, non seulement dans le pays du nouveau « martyr », parmi ses compatriotes, mais aussi un peu partout à travers le monde, partout si possi-

ble. Cette campagne aurait été incessante, nourrie, relancée en permanence par de nouveaux incidents, cela jusqu'au jour où, apparemment, elle aurait abouti et où non seulement le prisonnier, devenu symbole, aurait été libéré, mais où l'on pourrait dire qu'il l'a été sous la pression de l'opinion, sous la pression des masses, sans que le gouvernement qui aurait ordonné la libération y ait le moindre mérite.

Bref, en dépit des propos tenus pour attirer les âmes sensibles, il ne se serait agi en fait ni d'humanité, ni de justice, mais seulement d'une défaite infligée à l'ennemi, d'un pas de plus accompli sur la voie de la conquête du pouvoir et de la révolution.

Répétons-le : en dépit des apparences, fort bien imitées, et en dépit des sentiments sincères de beaucoup de braves gens prêtant leur concours sans calcul, on ne trouverait pas une campagne animée par les communistes qui ait jamais pour raison véritable la justice et l'humanité. Jamais on n'a vu et jamais on ne verra un parti communiste prendre la tête d'une campagne pour l'humanité et la justice si cette campagne va à l'encontre des intérêts du communisme, des intérêts de ce parti ou des intérêts d'un parti frère. Quand il se mêle d'une campagne de ce genre et, à plus forte raison, quand il en prend l'initiative, c'est toujours parce qu'il peut en tirer un profit politique, à la fois en améliorant son « image de marque », en habituant à travailler avec lui des gens qui repoussent ses idées, et en affaiblissant aussi bien le pouvoir en place que l'ordre politique et social établi.

Qu'il est loin le temps où Guesde et les marxistes orthodoxes refusaient de se mêler de l'affaire Dreyfus, cette querelle intérieure à la bourgeoisie dans laquelle ni les intérêts immédiats ni les intérêts historiques de la classe ouvrière n'étaient engagés !

Il y avait un reste d'honnêteté et de franchise dans cette rigidité doctrinale parfaitement inhumaine. Lénine devait enseigner à une autre génération de marxistes qu'au contraire, il fallait sans scrupule intervenir dans les affaires de la bourgeoisie, profiter de ses contradictions internes, certes secondaires en comparaison de la contradiction fondamentale opposant le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste, mais dont, si l'on savait s'y prendre, l'utilisation n'empêcherait pas l'exploitation à fond de la contradiction principale.

*
**

Pourquoi pareille campagne n'a-t-elle pas été entreprise en faveur de Mathias Rust ? Elle aurait eu l'intérêt de mettre l'Union soviétique en mauvaise posture devant l'opinion internationale. Elle aurait permis une action concertée à l'échelon international, à l'échelon européen par exemple, et ce ne pouvait être que

benéfique pour la création de l'Europe. Supposons qu'un groupe de jeunes Français ait proposé à de jeunes Allemands de mener campagne ensemble en faveur de la libération de Mathias Rust. Imaginons qu'Allemands et Français aient lancé des appels en ce sens non seulement aux autres jeunes de l'Europe occidentale, mais aussi aux jeunes de Russie et des autres pays sous domination communiste.

Il n'est pas sûr, nous y reviendrons, que cette campagne eût accéléré la libération de Rust. Il est même vraisemblable qu'elle l'aurait retardée : le pouvoir communiste en URSS n'est pas encore suffisamment affaibli, suffisamment sensible à l'opinion publique extérieure, et même intérieure (car il commence à y avoir une opinion publique en URSS), pour céder à une pression de ce genre ou pour y céder rapidement. Mais, de cette campagne, le prestige de l'URSS et du communisme mondial serait sorti un peu plus affaibli encore, et l'unité de l'Europe renforcée.

Qu'a-t-il manqué aux Européens pour monter une opération de ce genre ?

D'abord, les moyens matériels de lancer et de poursuivre une telle campagne. On finit par croire que les vastes mouvements d'opinion sont spontanés et qu'ils s'alimentent d'eux-mêmes. C'est là une illusion totale. Certes, il est arrivé, et plus d'une fois, que la nouvelle de telle ou telle injustice ait suscité une indignation violente, provoqué des protestations, fait descendre des gens dans les rues, et ceci sans que personne y soit pour rien. Lénine exagérait à coup sûr quand il disait qu'au niveau des masses, la spontanéité n'existe pas. Elle existe assurément, et tous les mouvements d'opinion et de masses ne sont pas, si l'on peut dire, préfabriqués. Seulement, et là il faut donner raison à Lénine, la spontanéité est éphémère. Un mouvement spontané ne dure pas s'il n'est pas pris en main, ouvertement ou discrètement, par une organisation quelconque qui en assure la durée. L'opinion est versatile. Elle est passionnée pendant quelques jours, puis, si rien ne vient réveiller son intérêt, elle finit par passer par profits et pertes ce qui l'avait un moment soulevée. D'autres événements la sollicitent, et même seulement les nécessités de la vie quotidienne (« *L'un n'a-t-il pas sa barque et l'autre sa charrue ?* »). Il n'y a qu'un petit nombre d'individus qui peuvent être toujours en état de mobilisation, toujours sur la place publique : les politiques professionnels, les « *révolutionnaires professionnels* » dont parlait Lénine.

Or, qui dispose aujourd'hui en France et dans chaque démocratie occidentale d'une organisation capable d'entretenir des campagnes de ce genre ? Presqu'uniquement les partis communistes. Et qui en dispose aujourd'hui à l'échelle internationale ? Uniquement le mouvement communiste mondial. L'internationale communiste a cessé d'exister en droit. Les partis communistes opérant dans

les différents pays ont tous, à des degrés divers, pris ou accepté une autonomie plus ou moins large à l'égard du « *grand frère aîné* », comme ils disaient naguère. Il n'empêche que l'appareil du mouvement communiste international est toujours debout et qu'aucune autre organisation internationale ne lui est comparable, ni par l'étendue ni par la puissance. Si bien qu'à chaque fois qu'on assiste à une campagne d'opinion ayant à la fois l'étendue et la durée, il est de bonne méthode de commencer par se dire que les communistes n'y sont certainement pas pour rien.

On répondra sans doute que ce que les communistes peuvent faire, d'autres pourraient le réaliser à leur tour. Techniquement, il n'existe en effet aucune impossibilité. Moralement, les obstacles sont multiples.

Quand une personne est en cause, comme c'était le cas avec Mathias Rust, nos conceptions morales, notre respect de l'individu, nous conduisent à prendre en considération, non d'abord l'intérêt politique de l'opération, mais l'intérêt de cette personne. Nous nous disons qu'à faire pression politiquement sur le gouvernement en cause, on risque fort d'amener celui-ci à se raidir. Il ne voudra pas céder pour ne pas donner une preuve de faiblesse. Il attendra que la campagne ait cessé pour prendre la mesure demandée. Les cas sont certainement nombreux de gouvernements ayant retardé la mesure de grâce à laquelle ils étaient résolus pour ne pas avoir l'air de céder à la pression de leurs adversaires.

Les communistes n'ont pas de ces scrupules. L'individu emprisonné (si c'est d'un prisonnier qu'il s'agit) leur importe peu en lui-même. Il ne les intéresse que dans la mesure où, étant prisonnier, il leur offre un moyen de mobiliser les masses. Ils ont à ce point besoin de « victimes » et de « martyrs » pour nourrir l'agitation des masses que les cas sont nombreux où ils ont délibérément obligé des militants à prendre le risque d'un emprisonnement, voire d'une mort à peu près certaine, afin de pouvoir ameuter autour d'eux l'opinion mondiale.

(Ajoutons ce corollaire : s'il arrive que la personne menacée est un militant d'importance, plus utile en tant que militant qu'en tant que martyr, les communistes utiliseront des moyens plus efficaces parce que plus discrets pour obtenir sa libération).

Autre « faiblesse morale » que ne connaissent pas les communistes. Dans un cas comme celui de Mathias Rust, il est vrai que le gouvernement soviétique n'avait pas tous les torts. Le délit était patent. Que d'Occidentaux se seraient dit, s'ils avaient été invités à manifester en sa faveur, que son cas n'était pas net, que le jugement prononcé contre lui était sans doute trop sévère, mais qu'il ne constituait pas une injustice flagrante !

De tels scrupules n'arrêtaient jamais les communistes et, profitant de ce que les gens

oublent vite, de ce que les cas en cause sont mal connus, ils font disparaître du dossier qu'ils présentent à l'opinion tout ce qui pourrait justifier (fut-ce insuffisamment) la sentence contre laquelle ils appellent à protester.

Enfin - et ce n'est pas le moindre - ces techniques de mobilisation des masses sont incompatibles avec l'esprit de la démocratie libérale. Certes, nous connaissons les pratiques assurément avilissantes des campagnes électorales : à chaque fois, on se demande si l'on peut vraiment tomber plus bas en fait de mépris de l'honnêteté intellectuelle et du bon sens des individus. Mais ce sont là des moments d'exception qui sont, en quelque sorte, mis entre parenthèses, et pendant lesquels ce qu'on dit ne compte pas : les urnes rangées dans le grenier des mairies, les esprits retrouvent leur sang-froid et leur liberté.

Les communistes, eux, ont besoin de cette agitation permanente et ils ont mis sur pied un appareil capable de la provoquer, de l'entretenir et de la diriger dans l'intérêt de leur politique. C'est précisément ces méthodes que nous leur reprochons. Elles sont totalitaires au premier chef, en ce sens qu'elles ont non seulement pour effet, mais pour objet

l'anéantissement des originalités, de l'indépendance individuelle dans un être collectif, dont le Parti est l'intelligence et la volonté.

**

Alors, pour combattre le communisme, faut-il recourir à ses procédés ? Les armées aux prises finissent par se ressembler : elles usent des mêmes méthodes et des mêmes armes. Celle qui tarderait à le faire aurait toutes les chances d'être battue.

Quelle que soit l'impatience que l'on ait de voir disparaître l'énorme menace que le communisme fait peser sur les libertés des nations et des individus, on doit se résigner, par amour pour ces libertés, à ne pas utiliser des méthodes à la longue incompatibles avec elles, incompatibles avec la dignité des individus.

Ce qui se passe aujourd'hui en URSS et dans tous le monde communiste tend Est & Ouest à prouver que, si irritantes que soient les lenteurs auxquelles il condamne, le refus de « ressembler au monstre » (« *A force de contempler le monstre, on finit par lui ressembler* », disait Nietzsche) n'a peut-être pas empêché la résistance au communisme d'être efficace.

Comment l'Humanité informe...

« *Le Soviet suprême de l'URSS a accordé l'asile politique à un citoyen américain, Sauter Glen Michael, a annoncé lundi l'agence TASS.* »

Telle est la brève information publiée par *l'Humanité* du 19 juillet dernier, p. 12.

L'« *asile politique* » ? Il existerait donc aujourd'hui des citoyens américains qui seraient obligés de quitter les Etats-Unis pour des raisons politiques ? Ils souffriraient de persécutions, à tout le moins de menaces en raison de leur engagement politique ? Et c'est en URSS qu'ils iraient chercher la liberté ?

Si la nouvelle était exacte, elle méritait plus qu'une information d'une phrase, surtout dans *l'Humanité*, toujours prompte à dénoncer les aspects négatifs de la démocratie nord-américaine.

Quelles opinions professe donc ce citoyen américain pour qu'il doive se réfugier à l'étranger ? Et de quelle nature sont les persécutions qu'il subit ou qui le menacent ? Les lecteurs du quotidien

communiste ne l'apprennent toutefois pas, ni dans le numéro du jour, ni dans ceux des jours suivants. C'est seulement par la lecture d'autres journaux qu'ils peuvent connaître le fin mot de l'affaire.

Ainsi, *Libération* (20 juillet, p. 36) a écrit : « *URSS. Un ancien employé de la marine de guerre américaine, soupçonné d'avoir fourni aux Soviétiques des informations ultra-secrètes sur la marine US, vient de faire défection en URSS. Agé de 31 ans, Glenn Souther avait été spécialiste des photos dans l'US Navy, entre 1975 et 1982, avant d'être réserviste au centre de renseignement naval de Norfolk (Virginie).* »

Le Figaro (même jour, p. 5) s'est montré plus précis. Sous le titre : « *Une nouvelle affaire d'espionnage* », il a écrit : « *Un ancien employé de la marine de guerre, Glenn Michael Souther, s'est réfugié en URSS, révélant ainsi une nouvelle affaire d'espionnage. M. Souther est soupçonné d'avoir fourni pen-*

dant des années aux Soviétiques des informations ultra-secrètes concernant la marine américaine. Il avait disparu depuis 1986, juste après que le FBI eût ouvert une enquête à son sujet. »

Ce n'est donc pas un « *réfugié politique* » que l'Union soviétique a accueilli, c'est un espion qui travaillait pour elle et qui, démasqué, a pu s'enfuir à temps.

Mais pour l'URSS, donc aussi pour « *l'Humanité* » et pour les communistes français, l'espionnage est une activité *politique* quand il est exercé au profit de Moscou.

Ceux qui croient ou feignent de croire que le Parti communiste français a changé, a pris de l'indépendance vis-à-vis de l'URSS et est devenu une formation politique semblable aux autres, une formation avec laquelle il serait même plus facile de coopérer qu'avec d'autres, comprendront-ils le sens que revêt cette façon d'informer les militants communistes qui caractérise toujours l'organe du Comité central du PCF ?



chroniques

DÉSINFORMATION SOVIÉTIQUE. OBJECTIF : SOLJÉNITSYNE

Depuis qu'il est un écrivain célèbre dans son pays natal et dans le monde libre, Soljénitsyne est devenu l'une des cibles systématiques de la désinformation de source soviétique. Une désinformation d'ailleurs relativement facile à détecter : sous couvert d'un « scoop » ou d'une simple pseudo-confiance, on lui attribue des propos ou des intentions qui vont exactement à l'opposé de la voie qu'il suit depuis des décennies. Cet été, en deux semaines seulement, le grand écrivain a été par deux fois l'objet de la « sollicitude » de la machine gigantesque que constitue la désinformation soviétique : la première fois, le scénario se passait à l'Est, la seconde, à l'Ouest — mais les deux fois, c'était la main de Moscou qui agissait.

Le 28 juin dernier, le « *Washington Post* » publiait une dépêche envoyée la veille par le correspondant moscovite de ce quotidien, annonçant une prochaine publication du « *Pavillon des cancéreux* » en URSS. Elle disait : « *Des sources littéraires officielles, y compris le directeur de la revue « Novi Mir », Sergui Zaliguine, ont révélé aujourd'hui aux journalistes que des négociations menées avec Soljénitsyne devraient aboutir prochainement. « Les choses vont devenir claires d'ici une semaine ou dix jours », a déclaré Zaliguine à l'« Associated Press ».*

Apprenant cette « nouvelle », l'éditeur américain de Soljénitsyne prit contact avec l'auteur et communiqua immédiatement à la presse la réponse de celui-ci,

plus exactement son démenti : « *Il n'a pas été demandé à Soljénitsyne, non plus qu'à aucun représentant de ses intérêts, de publier « Le Pavillon des cancéreux ».* L'éditeur américain ajoutait qu'il n'avait lui non plus aucune connaissance de négociations éventuelles entre les éditions soviétiques et l'écrivain. La « révélation » tomba à l'eau.

Deux semaines plus tard, les désinformateurs professionnels revinrent à la charge, mais pour une opération beaucoup plus élaborée. Tout d'abord, le point de départ de l'« information » n'était plus le territoire soviétique, mais l'Occident. L'expérience en matière de désinformation a en effet prouvé que plus la « source » se situe « à droite », plus elle a de chances de se répandre dans le monde capitaliste. Ce jour-là, 15 juillet, une nouvelle identique fut diffusée à partir de deux villes ouest-allemandes, Munich et Bonn. Dans la capitale de la Bavière (le « land » dirigé par Franz-Joseph Strauss, qui fut pendant des décennies le chef de file de la droite démocrate-chrétienne), la Radio d'État diffusa l'information selon laquelle Soljénitsyne venait d'accepter une invitation lancée par Gorbatchev en personne pour visiter l'URSS et publier ses ouvrages en URSS. La deuxième source était une dépêche envoyée de Bonn par un journaliste de « *Associated Press* » : elle reprenait l'« information » de la radio bavaroise et y ajoutait une foule de « précisions ». Ainsi, on nous apprenait qu'en réalité, Gorbatchev

avait écrit deux lettres à Soljénitsyne, la première de quatre pages et de sa propre main, et deux mois plus tard une seconde confirmant que Soljénitsyne pouvait publier en URSS même ses écrits les plus contestataires, et qu'il pourrait se déplacer librement à travers l'URSS, rencontrer des journalistes, etc. La dépêche « révélait » *in fine* que le couple Soljénitsyne avait décidé de se rendre en URSS vers la fin de l'année.

Ces « informations » de la radio bavaroise et de la grande agence de presse américaine firent aussitôt le tour du monde. En France, par exemple, deux hebdomadaires les mentionnèrent et pour comble d'ironie (ou d'incompétence) ils publièrent aussi comme « confidentielle » une « information » déjà démasquée comme mensongère : alors que le couple Soljénitsyne avait, dès le 20 juillet, dénoncé ce mensonge, on pouvait lire dans le « *Nouvel Observateur* » (22 juillet), sous le titre « *Soljénitsyne chez Gorbatchev* » : « *Alexandre Soljénitsyne a expliqué à un visiteur allemand dans sa propriété du Vermont, aux États-Unis, qu'il avait accepté une invitation de Gorbatchev à se rendre en Union soviétique avant la fin de l'année...* ». Deux semaines plus tard, c'était au tour de « *l'Express* » (5 août) de se fourvoyer en publiant dans la rubrique « *Confidentiel* » : « *Alexandre Soljénitsyne pourrait se rendre en URSS, à l'invitation de Mikhaïl Gorbatchev qui lui a écrit dans ce sens à deux reprises cette année...* ».

Or, on l'a vu, tout cela n'était que mensonge, dénoncé comme tel par la personne la plus compétente, l'épouse même de Soljénitsyne, Natacha, qui fit paraître, dès le 20 juillet, une déclaration à la presse se terminant ainsi : « *Au sujet de cette désinformation et à la demande d'Alexandre Soljénitsyne, je déclare que Soljénitsyne n'a reçu aucune lettre de Gorbatchev ou d'aucun représentant soviétique officiel, non plus qu'aucune pro-*

position de leur part : de même il n'a reçu aucune proposition de personne concernant l'impression d'aucun de ses livres en URSS ; cette information n'est que pur mensonge ».

Bien entendu — et cela fait aussi partie de la stratégie de

désinformation —, s'il se trouva nombre de journaux pour diffuser la fausse « nouvelle » relative à Soljénitsyne, il y en eut beaucoup moins pour publier ce démenti.

Branko LAZITCH

UNE VILLE BULGARE MENACÉE DE DISPARITION ?

Une véritable catastrophe écologique menace la ville bulgare de Roussé (Ruse, Roustchouk), située sur le Danube. D'une population de plus de 200 000 habitants, cette ville se trouve juste en face de la ville roumaine de Giurgiu, de l'autre côté du fleuve.

L'air de Roussé est devenu irrespirable. A cause des gaz qui sont régulièrement rejetés par l'usine de chlore de Giurgiu et chassés par les vents du Nord sur la ville bulgare.

Construite il y a cinq ans dans le cadre du CAEM (COMECOM), l'usine de Giurgiu ne pouvait pas ne pas provoquer les dégâts qui sont dénoncés aujourd'hui. Dès le premier jour, la population de Roussé s'était émue des dangers qui la menaçaient. En vain avait-elle essayé de prévenir les autorités de Sofia : peine perdue ! Et comme cette usine avait été bâtie avec l'accord et l'aide des spécialistes soviétiques, le problème était vite devenu tabou.

A bout de patience, la population de Roussé s'est décidée à agir au grand jour. « *Glasnost* » aidant, à la fin de 1987 elle prenait l'affaire en main.

D'autant que la situation continuait à empirer. Certains jours, les dangers que représentent ces gaz toxiques dépassent de *quarante fois* la norme admise !

A la fin de 1987 donc, une exposition intitulée *Ecologie-Roussé 1987* était organisée dans la ville. Les titres des tableaux exposés annonçaient clairement la couleur : « *Arbres morts* », « *Terre blessée* », « *La menace* », etc. Dans la foulée, une manifestation de protestation

était organisée. Elle rassembla plus de dix mille personnes (la presse officielle n'en admit que deux mille). Les gens criaient : « *Nous voulons vivre !* », « *De l'air pur pour nos enfants !* », « *Roussé ne doit pas mourir !* », etc. Certains comparaient déjà les dégâts provoqués ici à ceux de la catastrophe de Tchernobyl et n'hésitaient pas à parler de « *Tchernobyl bulgare* ». Au cours de cette manifestation, un groupe de jeunes mamans poussant les landeaux de leurs bébés attira particulièrement l'attention. Des bruits alarmants avaient couru dans la ville : des médecins auraient conseillé à leurs patientes enceintes d'accepter l'interruption de leur grossesse... afin d'éviter des malformations.

Ainsi la ville se dressait-elle contre l'entêtement des autorités de Sofia, qui continuaient à faire la sourde oreille devant ses doléances.

Quelques chiffres donnent une idée approximative de l'étendue des dégâts. Au cours de la seule année 1986, plus de 86 000 enfants, ainsi que 62 000 adultes, ont été soignés dans les cliniques et dans les hôpitaux de cette ville. Presque tous étaient atteints de graves lésions du système respiratoire. Le Dr Evguéni Nazarov, médecin chef de l'hôpital de Roussé, avec toute l'autorité de ses fonctions, mit solennellement en garde les responsables politiques contre les dangers présents et à venir.

Naturellement, le problème ne pouvait pas en rester là. La presse officielle elle-même se vit obligée d'en parler. D'autre part, de leur propre initiative, les cinéastes de la télévision

d'Etat de Roussé tournèrent un film montrant les couches denses de la pollution enveloppant la ville, les ravages causés, les démonstrations des habitants en colère dans les rues... De local, le problème devenait national.

Le 8 mars de cette année, des intellectuels de la capitale prenaient à leur tour le relais. Ils décidaient d'organiser une grande réunion publique « informelle », c'est-à-dire sans l'autorisation du Parti ni de l'Etat (qui étaient plutôt contre). De bouche à oreille, par téléphone ou par visites individuelles, les organisateurs réussissaient à réunir plus de mille personnes : journalistes, écrivains, savants ou autres afin d'examiner ensemble la situation critique de la ville et les menaces immédiates qui pesaient sur la région.

La réunion commença avec la projection du film réalisé par l'équipe de télévision de Roussé. Durant quarante minutes, les gens purent assister à la mort lente et poignante de la nature, aux dégâts provoqués par la pollution, à la lutte inlassable de la population, à ses courageuses démonstrations... Une fois le film terminé, la parole fut donnée à une habitante de Roussé, ancienne institutrice. D'une voix émouvante, celle-ci décrivit dans le détail la vie infernale qu'était devenue celle des habitants de Roussé, leurs yeux rougis par les émanations toxiques, leurs poumons irrités : « *Avec beaucoup de peine, j'ai pu élever six robustes enfants et si je dis que j'ai eu beaucoup de mal à les élever, c'est parce que vous savez tous quel salaire de misère nous percevons pour notre travail, nous autres de l'enseignement. Aujourd'hui, j'ai neuf petits-enfants. Ils vivent peut-être mieux sur le plan matériel, mais ils n'ont pas de santé. Ils ne sont pas les seuls d'ailleurs. Presque tous les enfants de Roussé sont malades. Pour cette raison, nous, les habitants de la ville, nous n'arrêterons pas notre combat tant qu'on refusera de nous entendre. J'ai personnellement écrit plusieurs let-*

tres à Mikhaïl Gorbatchev, ainsi qu'à Todor Jivkov (1). Seule l'ambassade soviétique de Sofia m'a répondu, en me disant que ce problème était du ressort du gouvernement bulgare. Je pose la question : n'est-ce pas dans le cadre du CAEM que cette usine a été construite ? Avec l'aide et la bénédiction de nos camarades soviétiques ? Alors... ? »

Alors ? C'est là que le bât blesse. Toucher à une décision imposée par les « camarades » soviétiques, c'est toucher au dogme sacro-saint du système même, c'est s'insurger contre le grand-frère !

Après la réunion, un Comité écologique fut créé. Ce Comité est dirigé par un Conseil de 26 personnes. En font partie le peintre Svetline Roussev, président de l'Union des peintres de Bulgarie et député de la ville de Roussé ; Nechka Robeva, également députée de cette ville ; Dimitar Esiolev, journaliste de la télévision bulgare ; Dimitar Dimovski, écrivain ; Stéphane

Gradinarov et Ivan Trifonov, philosophes, ainsi que d'autres personnes.

Le professeur Tsvetan Bontchev, physicien atomique, proposa à cette même réunion d'examiner les statuts de la nouvelle association. Celle-ci devrait également s'occuper de tous les problèmes écologiques en Bulgarie.

Comme d'habitude et afin de ne pas faire face aux problèmes, le gouvernement communiste de Sofia a cherché à se décharger sur d'autres de ses propres responsabilités. Sournoisement mais avec beaucoup de maladresse, il tente de détourner la colère des habitants envers les Soviétiques, et aussi le gouvernement communiste de Bucarest, pour l'orienter contre le peuple roumain tout entier, et par là, de faire renaître de vieilles querelles à l'encontre de voisins chargés de tous les défauts.

Tontcho Karaboukov

(1) — Premier secrétaire du Parti et chef de l'Etat bulgare.

FIDEL CASTRO ET SA CAMPAGNE DE « RECTIFICATION »

Fidel Castro reconnaît lui-même aujourd'hui que la campagne de « rectification » qu'il mène depuis deux ans représente, au plan dogmatique, un pas en arrière qui est en train d'isoler Cuba de ses alliés du bloc socialiste. Plaisantant récemment avec des diplomates au cours d'une réception donnée à La Havane, au Palais de la Révolution, le dirigeant cubain déclarait : « Si les changements se poursuivent en URSS, ils diront bientôt en parlant de nous : « Ces fous de l'Albanie des Caraïbes ». Peut-être Castro n'a-t-il pas perdu son sens de l'humour, mais cette plaisanterie met précisément le doigt sur le problème : la répugnance de Castro à adopter les réformes d'inspiration soviétique, son adhésion obstinée à la « rectification », c'est-à-dire au retour pur et simple à la pureté idéologique des années 60.

C'est vers la fin d'avril 1986 que, s'en prenant vertement aux mercantis, le président Castro donne le coup d'envoi de sa campagne de « rectification ». Selon les explications que donnera un correspondant occidental dans une dépêche datée de La Havane en 1987 : « La campagne de rectification tente de réorganiser Cuba sur la base de motivations morales plutôt que matérielles ».

Dans un premier temps, la rectification cherche à mettre fin à plusieurs expériences de réforme inaugurées au début des années 80. La première de ses victimes est le marché agricole libre, dans le cadre duquel les agriculteurs étaient, à titre individuel, autorisés à vendre leurs excédents sur le marché libre. « Le marché agricole libre périra sans gloire », déclare Castro dans une allocution prononcée fin mai 1986. « Il laissera une

importante leçon, des dégâts considérables et bien des millionsaires ».

Tombent ensuite sous le couperet les primes à la productivité ou primes d'encouragement, autre expérience de capitalisme limité. Peu après que F. Castro ait dénoncé les primes d'encouragement — il les tient pour inéquitables, inefficaces et néfastes au plan idéologique — les ouvriers des usines de cigares de La Havane et les employés des hôtels des stations estivales de Varadero doivent renoncer aux primes spéciales versées aux personnes travaillant dans les industries qui rapportent des devises fortes au pays. Les travailleurs des autres secteurs ne tardent pas à leur emboîter le pas.

La rectification a aussi mis fin aux efforts brièvement déployés pour décentraliser l'économie cubaine en mal de réforme. En rejetant les forces de la liberté des marchés — qui ont considérablement contribué à relancer l'économie largement centralisée de la Chine — Castro met en fait ses planificateurs au défi de stimuler la productivité avec la seule aide de l'exhortation révolutionnaire. « Il n'y a pas la moindre motivation », déclarait un jeune ingénieur lors d'une interview accordée à la mi-août à un correspondant du « Wall Street Journal ». Un économiste du gouvernement fit au même journaliste des prédictions plus sombres encore : « L'économie s'effondrera, et publiquement ou pas, il faudra bien que Fidel rectifie la rectification ».

Si les Cubains n'osent généralement pas s'élever publiquement contre la rectification, il en est, et notamment des jeunes, dont le comportement revient au même : ils expriment leur adhésion à la politique soviétique de *glasnost* et de *perestroïka*. A La Havane, tous les numéros en langue espagnole des « Nouvelles de Moscou », favorable à la réforme, seraient épuisés en quelques minutes. Précisément, dans un numéro de novembre 1987, les « Nouvelles de Mos-

cou » ont publié plusieurs lettres de lecteurs cubains, dont un qui se félicitait des « brises de démocratie » soufflant de Moscou. Et de conclure : « Elles sont nécessaires, non seulement à l'Union soviétique, mais aussi à ses amis ».

Certains observateurs occidentaux pensent que l'attitude négative de Castro envers la *glasnost* et la *perestroïka* ne saurait manquer d'aggraver encore les tensions déjà marquées entre Soviétiques et Cubains. Mais les responsables cubains continuent à nier que les relations avec Moscou se soient dégradées depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev et l'inauguration de sa politique.

Bien au contraire, a précisé lors d'une interview M. Ricardo Alarcón, vice-ministre des affaires étrangères, les relations entre les deux pays sont « plus claires, plus franches et plus dynamiques... notre rectification n'est ni l'antithèse du processus

soviétique, ni une réaction à ce processus ». Protestant peut-être un peu trop, M. Alarcón ajoutait : « Nous ne sommes pas russes, nous sommes cubains, nous revendiquons notre droit de faire les choses comme bon nous semble, et nous respectons le droit qu'ont les autres de faire comme ils veulent ».

Pourquoi, peut-on se demander, Castro répugne-t-il à tenter le type de réformes que de nombreux pays communistes sont en train d'adopter ? Ou peut-être même, pourquoi en a-t-il peur ? Le 26 juin, le « *Sunday Times* » de Londres proposait à ces questions une réponse qui mérite réflexion : « Si la « *perestroïka* » et la « *glasnost* » ne font pas le moindre progrès à Cuba, c'est pour une raison bien simple : Cuba n'a pas de Staline sur qui faire retomber la responsabilité de tous ses malheurs. C'est toujours Fidel qui commande ».

Pablo FERNÁNDEZ.

dignes de foi. Ils apportent enfin des précisions sur la fin de la famille royale du Laos (3), arrêtée en 1977 et emmenée dans un camp de travail et surtout décrivent la vie quotidienne dans les camps, avec son lot quotidien de sévices, de privations et d'exécutions.

Le roi Sri Savang Vattana et le prince héritier du Laos sont morts d'épuisement et de famine en mai 1978, à onze jours d'intervalle. La reine, qui avait été séparée d'eux dès leur arrivée au Camp 01, les suivit dans la mort trois ans et demi plus tard. Le témoignage de l'ancien étudiant, qui déclare les avoir personnellement vus dans ce camp, apporte des précisions très détaillées sur les conditions de leur décès et le lieu où ils ont été enterrés. Encore maintenant, le gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao ne tient pas à confirmer ou infirmer cette information ; aux questions des journalistes ou de diplomates, certains de ses membres affirment que la famille royale vivrait dans une villa en cultivant paisiblement un lopin de terre, dans le Nord-Est du pays. Mais la plupart préfèrent changer de sujet, considérant que c'est du passé et qu'il vaut mieux se pencher sur les progrès socialistes au Laos.

*
**

D'après les informations recueillies, ce serait dès la constitution du gouvernement de coalition en 1973 et avec l'aide des Soviétiques que les Pathet-Lao entreprirent la construction du premier camp de travail, appelé tout simplement « *Camp 01* ». Il était situé à quelques kilomètres à peine de la frontière du Vietnam, dans la province des Houaphan, région montagneuse et boisée particulièrement difficile

CAMPS DE TRAVAIL AU LAOS

Au début de cette année, le « *Bangkok Post* » publiait, en deux longs articles, l'interview d'un ancien détenu du camp de prisonniers politiques numéro 07, situé dans le Nord-Est du Laos, à la frontière du Vietnam.

On savait déjà, par *Amnesty International* (1) et par des prisonniers libérés s'étant réfugiés en Thaïlande, qu'il existait des camps où avaient été envoyés les responsables civils et militaires de l'ancien gouvernement, arrêtés à partir de l'été de 1975. Mais ce nouveau témoignage est exceptionnel dans la mesure où c'est la première fois que sont recueillis et publiés des détails précis sur les conditions d'internement dans ces camps de travail, qui accueillent également les opposants actuels - ou supposés l'être - du régime communiste en place depuis treize ans. Les deux témoins, qui sont par-

venus à s'évader et se réfugier en Thaïlande fin 1986, sont, d'une part, un civil, étudiant au moment de son arrestation en 1975 par les Pathet-Lao (2) et accusé d'avoir été un collaborateur de la C.I.A. ; il fut condamné, après un an et demi de détention et à la suite d'un « procès » de cinq minutes, à 19 années de camp. D'autre part, un ancien officier de police du gouvernement royal lao, accusé quant à lui « d'activités contre-révolutionnaires ». Ils ont passé 10 ans, 11 mois et 18 jours dans deux des camps les plus reculés du Laos et sont les seuls évadés connus à ce jour à avoir travaillé dans le Camp 01 ; ils purent s'évader grâce à la complicité d'un ami, à l'occasion de leur détachement dans un commando de travail en dehors du camp.

Recueillis séparément, leurs témoignages sont suffisamment précis et concordants pour être

(1) Voir « *Les séminaires* » politiques au Laos, dans « *Est & Ouest* » n° 48 de novembre 1987, pp. 28-29.

(2) Littéralement « *Patrie lao* », nom que se sont donné les communistes au Laos.

(3) Le roi avait été contraint d'abdiquer en décembre 1975, après la proclamation d'une République Démocratique Populaire.

d'accès. Le choix de cette province est double : d'abord, elle est reculée et faiblement peuplée, donc peu propice aux évactions. Ensuite, elle avait été, depuis 1945, le siège du quartier-général des communistes laotiens et la population locale, davantage endoctrinée, leur était plus favorable.

Bien avant le changement de régime, ce camp accueillit déjà des prisonniers, civils et militaires, capturés lors des affrontements entre troupes communistes et gouvernementales. A la fin de l'année 1975, des milliers d'officiers, d'hommes politiques et de fonctionnaires furent arrêtés et envoyés en « séminaire » pour y suivre une « rééducation ». Parmi eux, une quarantaine d'officiers de haut rang, qui n'avaient pu - on voulu - s'enfuir en Thaïlande et qui formèrent le premier noyau du Camp 01.

Voici un extrait de la description de ce camp, semblable à tous les autres, telle que l'a faite l'ex-étudiant :

« La construction du camp est semblable à celle des Stalag de la Seconde Guerre Mondiale, à l'exception des ceintures de barbelés, que le Pathet-Lao a remplacés par une clôture de bambous acérés entrelacés. Le camp est entièrement clos et le complexe pénitenciaire se situe à l'intérieur d'une seconde zone fermée. Dans l'espace intérieur du camp, se trouvent des baraquements construits avec des matériaux locaux, pouvant contenir cinquante personnes. Chaque baraquement est placé sous la responsabilité d'un prisonnier, qui doit en surveiller les détenus, signaler toutes les absences et prévenir un gardien quand quelqu'un est mort. L'uniforme du prisonnier se compose d'une paire de pyjamas de couleur rouge sombre, un losange blanc sur le dos signalant les prisonniers politiques. Chaque année, les prisonniers reçoivent un uniforme neuf, mais aucune chaussure n'est fournie.

« La mort, quand elle arrive, est traitée avec aussi peu d'égards que la vie par les autorités du camp. Lorsqu'il y a un décès, une équipe de prisonniers, habituellement quatre, est détachée au cimetière du camp pour creuser une fosse. Immédiatement après, le prisonnier décédé y est jeté et la fosse est comblée. Dans les camps, c'est la coutume d'enterrer les morts (4). Il va sans dire qu'il n'y a pas de cérémonie religieuse lors du décès : la religion est considérée comme si peu importante qu'elle n'est même pas prévue dans le règlement du camp qui, se résume en 17 règles. Ces règles, tout prisonnier doit les connaître par cœur et les réciter chaque lundi et chaque samedi ; c'est d'ailleurs ainsi que les prisonniers peuvent savoir quel jour on est... Le cimetière du camp est habituellement au bord de l'enceinte extérieure du camp. Il n'y a pas de pierres tombales, ni même aucune indication pouvant rappeler la présence de morts.

« La journée du prisonnier commence au lever du soleil. On doit s'extraire péniblement des branches et feuilles de bambou qui servent de lit, après avoir passé la nuit dans l'air froid des montagnes, sans couverture. Dehors, les gardes ont terminé leur troisième ronde de la nuit et se rendent au petit déjeuner. Pour les prisonniers, toutefois, le premier de leurs deux repas quotidiens est encore à des heures de là...

« Ils savent presque exactement ce que cette journée leur apportera : huit heures de dur travail entrecoupé par deux repas.

« La cuisine pour les prisonniers est située le long de la clôture interne du camp. Deux fois par jour, en fin de matinée et à la moitié de l'après-midi, vers 16 heures, une équipe d'environ cinq cuisiniers cuit les 200 grammes de riz attribués à chaque prisonnier, auxquels ils ajoutent une cuillerée de sel.

Les Pathet-Lao fournissent juste la quantité de nourriture nécessaire pour garder les prisonniers en vie. Les bons jours, ils complètent cette ration par des feuilles et des herbes apportées par ceux qui travaillent hors du camp, dans les rizières ou en équipes sur les routes.

« Souvent, les prisonniers prennent au piège et tuent des petits rongeurs qui s'aventurent autour du camp et se nourrissent des corps des prisonniers enterrés. Ces animaux sont dépecés, cuits à feu et mangés avec délectation. Le riz fourni est appelé « riz de rat », car il est vieux de plusieurs années et est truffé de termites et autres insectes. En revanche les gardes mangent deux fois par jour du riz extrait d'un stock frais, venant habituellement des rizières cultivées par les prisonniers. Leur ration de riz est de moitié plus importante que celle des détenus (au total, 600 grammes par jour) et ils mangent aussi des légumes et de la viande, souvent du gibier...

« Pour calmer leur faim, les prisonniers en détachement se fourrent des peaux de banane ou de papaye dans la bouche et essaient d'imaginer que ce sont des rouleaux de viande. Ils mangent souvent du paddy cru, suçant le grain non décortiqué de la tige encore verte. Mais il y a aussi des jours sans nourriture. Les Pathet-Lao ne recourent pas à la punition pour forcer les prisonniers à travailler : ils appliquent la règle selon laquelle tout prisonnier en bonne santé qui refuse de travailler ne reçoit pas de nourriture. Pour le malade incapable de travailler, les rations sont diminuées de moitié. Les petites infractions au règlement du camp sont systématiquement sanctionnées par une période de suppression de ration, habituellement, celle-ci dure de un à trois jours. La faiblesse provoquée par la sous-alimentation est la cause de la

(4) Au Laos, pays bouddhiste, les morts sont généralement incinérés, seules les personnes décédées de mort violente sont enterrées.

plupart des décès. Incapables de lutter même contre un simple refroidissement, plus de 70 % des détenus en seraient morts ces dernières années.

« Cette malnutrition est souvent aggravée par la malaria, l'influenza ou un simple rhume : de ce fait, toutes ces maladies sont mortelles. Les prisonniers ne bénéficient pratiquement pas de soins médicaux, avantage réservé aux gardiens. Pour ceux-ci, les prisonniers ont dû construire un hôpital.

« Chacun des camps du Laos est pourvu d'un détachement permanent d'environ trente gardes. Le commandant des gardes est toujours un soldat Pathet-Lao, habituellement un major ou un capitaine, et son adjoint est normalement un sous-lieutenant ou un sergent. Le reste du groupe de gardes, divisé en trois équipes, appartient à la police. La plupart des gardes portent des uniformes militaires et tous sont équipés de fusils AK 47. Les prisonniers affirment pouvoir faire la différence entre les militaires et les policiers. Comme dans la plupart des camps du monde, les gardiens se répartissent en « petits seigneurs » et en « brutes sadiques ».

« Les mauvais traitements sont le lot quotidien des prisonniers : bastonnade sans raison, punition pour avoir enfreint l'une des 17 règles du camp et, parfois, exécution sommaire pour refus d'obéissance. Celles-ci se font au fusil ou, le plus souvent, à la baïonnette, ce qui permet non seulement d'économiser les balles, mais aussi de ne pas inquiéter les prisonniers par des coups de feu. Après chaque exécution, ils sont consignés pendant trois jours dans leur baraquement, pour éviter toute révolte. Certaines exécutions sont décidées secrètement, telles celles de personnalités de l'ancien gouvernement encore en vie, qu'il valait mieux faire disparaître. Ce fut notamment le cas pour deux généraux, lorsque, en avril 1986, une rumeur

circula selon laquelle une délégation d'Amnesty International avait été autorisée à se rendre dans les camps de prisonniers ».

On ignore bien entendu le nombre de détenus décédés ou tués dans les « séminaires de rééducation ». Amnesty International recueille les témoignages des personnes évadées ou libérées qui acceptent de la faire ; cette organisation avait ainsi communiqué, en 1980, la

liste des détenus décédés dans les camps n° 04, 05 et 06. Sur le groupe des 40 prisonniers de haut rang, tous condamnés à vie, qui se trouvaient au Camp 01, 26 moururent ou furent tués en quatre ans et, sur les quatorze autres qui furent transférés au Camp 07, huit périrent. Il n'y a actuellement plus aucun général parmi les six survivants...

Guy HAN

Qui sont les suspects du meurtre d'Olof Palme ?

Lorsque le président John F. Kennedy fut assassiné à Dallas, le 22 novembre 1963, il fut tout aussitôt admis qu'il était tombé victime d'un complot d'extrême-droite, raciste, etc. Et quand il s'avéra que son assassin était le pro-communiste Lee Harvey Oswald, lequel avait agi seul, poussé par des raisons purement idéologiques, on expliqua qu'Oswald était un déséquilibré, sans doute manipulé par une certaine extrême-droite liée à la mafia... Mais on se garda d'établir le moindre lien entre son geste et ses convictions politiques maintes fois ouvertement affichées.

Observe-t-on un phénomène identique avec l'assassinat à Stockholm, le 28 février 1986, du premier ministre suédois Olof Palme ? Son meurtre fut d'emblée relié par les communistes à ses engagements politiques favorables par certains côtés à l'URSS, et imputé à des milieux de droite : « ... c'est à deux pas du siège de la Conférence européenne sur le désarmement, en faveur de laquelle il avait œuvré, dans une avenue où il avait maintes fois défilé pour la paix... qu'Olof Palme a été tué... », écrivit notamment Yves Housson dans « l'Humanité » du 3 mars suivant. Il ajoutait : « Le mouvement d'extrême-droite « Oustachi », évoqué samedi dans un avis de recherche, est considéré comme une piste parmi d'autres ». Mais pas un

mot, ni dans « l'Humanité », ni dans tout autre organe d'information, sur une éventuelle piste communiste.

Or on sait aujourd'hui, comme l'a rapporté la correspondante du « Monde » à Stockholm, Françoise Niéto, que les seuls éléments dont les enquêteurs suédois aient jamais disposé pour orienter leurs recherches dans une voie plutôt que dans une autre, consistaient en la transcription « d'enregistrements de conversations téléphoniques entre membres du Parti communiste du Kurdistan résidant en Suède, qui contenaient des menaces voilées et plusieurs mentions du nom d'Olof Palme » (« Le Monde », 27 juillet 1988).

Est-ce parce qu'elle révélait l'appartenance des suspects au mouvement communiste que cette transcription était restée secrète ? Que les recherches ont depuis lors piétiné ? Et que la divulgation récente de cette pièce par le ministre suédois de la Justice, Mme Anna-Greta Leijon, a été sanctionnée par l'éviction de celle-ci du gouvernement ?

Il doit être bien entendu, en effet, que le mouvement communiste international ne pratique pas le terrorisme individuel. Même si, au Vatican, au Pakistan et ailleurs, certains sont bien placés pour savoir le contraire.

Hervé LE GOFF



notes et informations

Le N° 1 communiste d'Afghanistan et son « traître » de frère

Un des traits spécifiques de toute guerre civile est qu'elle provoque des coupures à l'intérieur des familles : frère contre frère, fils contre père, etc. On vient encore de le constater en Afghanistan : de deux frères, l'aîné, le docteur Najibullah (42 ans) est actuellement le N° 1 du Parti et de l'Etat ; le cadet (40 ans), Sidequallah, a choisi la liberté, avec toute sa famille, après une Odyssée digne des romans policiers les plus débridés.

L'histoire de ces deux frères commence à la fin des années 60, quand ils sont étudiants à l'Université de Kaboul : l'aîné se prépare à devenir médecin, le cadet opte pour la carrière d'économiste. Tous deux s'engagent alors dans le mouvement communiste. Toutefois, après quelques années (en 1974), le frère cadet « décroche », tandis que l'aîné arrive au sommet de la hiérarchie communiste. L'invasion soviétique de l'Afghanistan (1979) place évidemment les deux frères dans des situations totalement différentes : l'aîné va être promu à la tête du KHAD (la police politique communiste), le cadet se trouvant en Allemagne occidentale où il a été envoyé par la Banque nationale afghane.

Libre de ses propos et de ses mouvements en Allemagne occidentale, celui-ci commence à être approché par les médias. Des interviews de lui, anticommunistes et antisoviétiques, paraissent de temps en temps, ce qui n'est pas du goût de son frère policier. Un jour, plus précisément en mai 1982, se déroule à

Hambourg un épisode qui semble extrait d'un film policier, mais qui est bien réel : sorti pour acheter un pain, le frère cadet est subitement entouré de plusieurs « armoires à glace » qui lui plaquent sur la bouche un mouchoir enduit de chloroforme, qui le ligotent et le poussent dans une voiture, puis l'emmenent directement à Berlin-Est ! Le reste est de simple routine : avion soviétique, équipage soviétique, policiers soviétiques qui le débarquent à Moscou... Dernière étape : Kaboul. Ce n'est qu'à la fin de ce périple long de dix jours que son épouse, Suraya, restée à Hambourg, apprit le sort de son mari. Et c'est son propre beau-frère, le chef de la police communiste afghane, qui se chargea de le lui faire connaître. Deux mois plus tard, l'épouse regagnait « volontairement » la capitale afghane avec leurs deux enfants.

Le mari connut plusieurs autres péripéties. D'abord, la prison. Ensuite, la recherche d'un emploi, qu'il trouva au bout d'un an dans une petite banque de Kaboul. En octobre 1986, autre péripétie : il cherchait à obtenir un passeport pour quitter le pays. En réponse, le frère aîné donna l'ordre de l'arrêter et il le garda quatre mois en prison. A nouveau libéré, mais chômeur, le cadet vécut grâce à l'emploi de son épouse.

En septembre de l'année dernière, il réussit à faire parvenir une lettre au célèbre chef de la résistance, le commandant Masoud, pour le prier d'organiser son évasion et celle de sa femme et de ses enfants. L'accord étant conclu, le départ fut prévu pour le 22 octobre.

A 8 heures du matin ce jour-là, toute la famille se dirigea en

voiture chez un ami et y resta cachée pendant plusieurs heures, avant de se déplacer à nouveau, dans une voiture du gouvernement cette fois, une « Volga » soviétique. Arrivés dans une maison de banlieue, les fugitifs se déguisèrent et repartirent en ambulance officielle, des rideaux noirs tirés sur les glaces. A 70 km au nord de la capitale, ils empruntèrent une jeep qui les conduisit dans la ville de Basare-Munareh, tombée aux mains des Moudjahiddines. La dernière étape se termina au Pakistan.

Dès le 4 novembre, dans une interview accordée à « *Asia-week* », Sidequallah dénonça son frère Najibullah et le régime communiste, qu'il qualifia d'instruments de Moscou.

Aujourd'hui, le fugitif et sa famille ont trouvé asile dans un pays du monde libre. Un porte-parole du Département d'Etat américain vient en effet de révéler qu'à la mi-août, ils ont gagné les Etats-Unis. Un autre fonctionnaire américain a ajouté que leur départ avait dû être traité très rapidement, du fait des menaces très réelles que le régime de Kaboul faisait courir aux fugitifs. Outre l'aspect personnel de l'affaire, l'aspect politique qu'elle revêt a été bien résumé par ce commentaire d'un diplomate occidental en poste à Kaboul : « *Si même son propre frère n'a pas confiance dans le docteur Najibullah, celui-ci peut difficilement espérer gagner la confiance des Moudjahiddines* ».

Le serpent de mer de la convertibilité du rouble

Périodiquement, lorsque les dirigeants soviétiques annoncent que leur économie va sortir de l'autarcie et s'ouvrir au commerce international, ils évoquent la possibilité que le rouble devienne convertible en monnaies étrangères.

Cette possibilité figurait déjà dans le programme que l'organisation économique groupant l'URSS et ses satellites est-euro-

peens, le CAEM, avait adopté en 1971. On l'a retrouvée en septembre 1986, puis en octobre 1987, lors des 42^e et 43^e sessions du CAEM. La 44^e session, qui s'est tenue à Prague début juillet dernier, a de nouveau souligné cette « *nécessité impérieuse* » — au moins dans le cadre des pays du CAEM. Car même dans le « camp socialiste », le rouble soviétique n'est toujours pas convertible en monnaies hongroise, tchèque, polonaise, bulgare, est-allemande, etc.

« *Qu'est-ce qui empêche donc la convertibilité totale et globale de la monnaie soviétique ?* », se demande un certain Dimitri Toulaïev dans un récent article de l'agence *Novosti*, reproduit dans « *Actualités soviétiques* » du 27 juillet dernier. Et il répond : « *La cause essentielle est l'absence sur le marché soviétique de fonds de marchandises très demandées par des acheteurs étrangers. Ce n'est qu'après avoir créé ce fonds qu'on jettera les bases économiques nécessaires pour la convertibilité* ».

Ce n'est donc pas demain que le rouble deviendra convertible ! Or, quelques paragraphes plus bas, le même D. Toulaïev ajoute : « *Une chose est claire : la réorganisation économique engagée en URSS suppose, en tant que condition obligatoire, une large sortie sur le marché extérieur avec utilisation de tous les instruments économiques, y compris la convertibilité* ».

On peut en déduire que ce n'est pas davantage demain que la « *réorganisation économique engagée en URSS* » portera des fruits... si elle doit jamais en porter !

●

Hongrie : le stationnement « provisoire » de l'Armée rouge.

Au début de juillet dernier, en prévision de la rencontre à Varsovie des chefs d'Etat du bloc soviétique, des rumeurs commencèrent à circuler dans la

presse écrite et audiovisuelle (uniquement à l'Ouest, bien entendu) sur le retrait prochain des troupes soviétiques stationnées en Hongrie. Ces forces (estimées à l'heure actuelle à 65 000 soldats), ont envahi la Hongrie en novembre 1956 et depuis lors, bien qu'à titre provisoire, elles y sont depuis plus de trente ans.

Ces rumeurs sur l'évacuation, toujours répandues à l'Ouest par les médias, arrivèrent à un point de crédibilité tel que le *State Department* à Washington dut faire diffuser un communiqué (9 juillet) expliquant qu'« *il avait reçu des informations selon lesquelles l'Union soviétique voudrait retirer ses troupes de Hongrie* ». La déclaration du *State Department* ajoutait : « *Les Etats-Unis d'Amérique salueraient une telle démarche* ».

Deux semaines plus tard, vint la douche froide, car une dépêche de l'AFP disait (et les autres agences et médias diffusèrent une dépêche similaire) : « *Le numéro un hongrois, Karoly Grosz, a exclu, mardi 26 juillet à Washington, un retrait unilatéral des troupes soviétiques de Hongrie, affirmant que tout mouvement devait être lié à des réductions de forces dans d'autres régions d'Europe* ».

●

La Birmanie socialiste en quelques chiffres.

Les récents événements de Birmanie ont attiré l'intérêt des médias sur ce pays, et mis en lumière le bilan d'une dictature qui a duré vingt-six ans. Deux points pourtant capitaux n'ont toutefois guère été mis en évidence.

D'abord, cette dictature n'était pas celle d'officiers de droite, mais d'un parti qui se proclamait, dans son appellation même, socialiste et unifié. Ensuite, ce régime socialiste a duré un quart de siècle, mais il s'est construit sans la contribution politique ou militaire des Soviétiques. En d'autres termes, la « *voie birmane du socialisme* » était une voie « *spécifique* ». Elle a toutefois abouti au même

échec que les pays membres du bloc soviétique. Un article d'à peine deux colonnes, publié dans le quotidien suisse « *Neue Zürcher Zeitung* » (16 août) donne ces quelques chiffres qui éclairent l'ampleur de l'échec.

La Birmanie produit chaque jour 30 000 barrils de pétrole et 2,8 millions de mètres cubes de gaz. Toutefois le rationnement sur l'énergie est imposé aux industries, aux transports, etc.

Ce pays produisait autrefois la moitié du riz mis en vente sur le marché mondial. Cette année, des cartes de rationnement alimentaire y ont été introduites.

L'industrie des biens de consommation ne fonctionne plus qu'à 50 % de sa capacité, faute de matières premières et d'énergie.

Les entreprises économiques d'Etat totalisent chaque année un déficit d'un milliard de dollars.

La dette étrangère se chiffre à trois milliards de dollars, alors que la réserve de devises est tombée à 24 millions de dollars, tout juste de quoi payer dix jours d'importations.

Le taux de change, imposé artificiellement par le régime, est de 6 kyats pour un dollar, mais au marché noir, le cours réel s'élève à 40 kyats.

Dans le budget d'Etat, 40 % des dépenses sont réservées à l'armée.

Le marché noir, toléré, représente dans l'économie du pays un volume deux fois plus élevé que le marché officiel.

L'inflation est galopante : au cours des six premiers mois de cette année, le prix du riz a augmenté de 400 %.

A l'exception de la terre, tous les secteurs économiques sont, depuis 1962, aux mains de l'Etat, c'est-à-dire, d'une manière générale, sous la responsabilité d'officiers incapables et corrompus.

L'article du quotidien suisse met en cause les vrais responsables de ce désastre : « *Ce ne sont pas quelques personnalités politiques qui sont coupables de la misère en Birmanie, c'est le*

système ». D'où une avalanche de mesures, les mêmes que celles qui sont déjà prises avec précipitation dans d'autres pays socialistes, avec ou sans « voie spécifique » : appel à l'initiative privée, à l'économie de marché, à la rentabilité des entreprises, à la participation des investissements étrangers, à la création d'entreprises mixtes, etc.

Le bilan économique « positif » de Gorbatchev

Traditionnellement, il est d'usage en URSS, lorsqu'on dresse un bilan économique, de commencer par souligner les succès obtenus ; puis d'expliquer qu'ils n'ont pas apporté d'améliorations positives à la population du fait de circonstances exceptionnelles ; de reconnaître ensuite que subsistent certaines tares ; mais que les tout derniers chiffres connus incitent à l'optimisme ; enfin, qu'il faudra tout de même plusieurs années pour que la population bénéficie concrètement de la politique suivie.

Ce schéma est toujours appliqué à la lettre par les propagandistes soviétiques. Un exemple éloquent en a été fourni le 30 juin 1988 par un article intitulé : « *L'économie, clé de voûte de la perestroïka* », signé de Léonide Abdalkine, « académicien, directeur de l'Institut d'économie près l'Académie des sciences de l'URSS, délégué à la 19^e conférence nationale du Parti » (agence de presse « *Novosti* », reproduit par « *Actualités soviétiques* » N° 799, 6 juillet 1988).

On y lit en effet, dans l'ordre :

1. — « *L'URSS a réussi à inverser les tendances négatives dans son économie. Une plus grande attention est prêtée au social. La construction de logements se fait à des cadences plus rapides... L'année dernière, pour la première fois, tout l'accroissement du revenu national a été obtenu*

grâce à une plus grande productivité du travail. Les revenus réels des travailleurs se sont accrus de nouveau. »

2. — « *... il s'est produit l'accident de Tchernobyl... Actuellement, le préjudice économique dû à cette catastrophe est estimé à 8 milliards de roubles.* » « *... les prix du pétrole et de ses dérivés... ont chuté sur le marché international, ce qui s'est soldé par une perte de 15 milliards de roubles pour le budget d'Etat.* » « *... le déficit creusé dans le budget d'Etat par la réduction de la vente des alcools aurait dû être comblé avec les rentrées provenant de la vente des produits de consommation. Pourtant, cela n'a pas été le cas. Résultat : il manque quelque 12 milliards de roubles au budget.* »

3. — « *... les objectifs prévus pour le revenu national, le chiffre d'affaires du commerce de détail, les services payants et la productivité du travail n'ont pas été atteints...* »

4. — « *Les quatre premiers mois de 1988 ont donné des résultats spectaculaires. Pour la première fois, on a réalisé les objectifs du plan en ce qui concerne le chiffre d'affaires du commerce (les profits ont augmenté de plusieurs millions de roubles par rapport aux chiffres prévus par le plan).* »

5. — « *Pour des changements radicaux, il faut tout un ensemble de mesures économiques. Je crois qu'elles pourraient donner l'effet escompté vers la fin du 13^e quinquennat, soit vers le milieu des années 90.* »

« *Glasnost* » et « *perestroïka* » n'ont donc nullement modifié la présentation des bilans économiques en URSS, qui reste un modèle de stagnation dans la dissimulation des réalités telles qu'on les connaît (voir *Est & Ouest* N° 54, mai 1988 : « *L'économie soviétique piétine* », par S. Miléitch, et dans le N° 56, juillet-août 1988 : « *Economie et réformes* », par Th. Pècles).

L'URSS dans les manuels scolaires

La revue « *l'astrolabe* » (1) publie dans son N°89, sur 40 pages grand format, les actes du colloque organisé par l'association pour la Russie libre au palais du Luxembourg, le 5 mai 1987, sur l'URSS telle qu'elle est présentée dans les manuels scolaires.

Il s'agissait d'un colloque important, qui s'inscrivait dans le droit fil des recherches entreprises à « *Est & Ouest* » (voir notamment le N° d'octobre 1974 : « *L'Union soviétique dans les manuels scolaires français* »). Parmi les participants, citons Mmes K. Leverger et S. Renault-Sablionière (« *URSS dans les manuels et désinformation* »), M. Decrop (« *Evolution de la perception de l'URSS dans les manuels d'histoire* »), J. Dupaquier (« *la déstabilisation des manuels de géographie* »), A. Saunier-Seité (« *Etatisme et échec scolaire* »), M. Ferro (« *Comment l'Histoire est enseignée en URSS* »), F. Thom (« *Représentation de l'Occident et guerre psychologique dans les médias soviétiques* »), Jean-François Revel assurant l'introduction et tirant les conclusions des communications et débats.

Ces différentes interventions ont été d'une richesse exceptionnelle. Assorties de citations bien référencées, d'illustrations des plus éloquentes, de commentaires avisés, elles méritent d'être largement diffusées et conservées.

Figure également dans ce numéro de « *l'astrolabe* » le résultat d'une enquête effectuée par *Management 2000* auprès d'un échantillon de 600 jeunes sur l'image de l'URSS aux yeux des lycéens et étudiants. Ainsi que la reproduction d'articles consacrés à ce colloque, notamment celui qui fut publié par les « *Actualités soviétiques* » du 17 juin 1987, et qui est assez stupéfiant.

(1) « *l'astrolabe* », organe du Comité Etudiant pour les Libertés Universitaires (CE-LU), boîte postale 32, 75362 Paris Cedex. N° 89, 40 pages, 25 frs.

Communisme et grand capital

Les communistes angolais viennent d'obtenir l'appui du Gotha français des affaires : *Libération* du 9 juillet 1988 annonce, en effet, la constitution d'une association de soutien au régime de Luanda, présidée par Guy Penne. Parmi ses vice-présidents, on relève les noms de Jacques Bertrand (Titan) Francis Bouygues, Louis Deny (CFP-TOTAL), Michel Doumeng (Interagra), René Lapautre (UTA) Jean-Pierre Prouteau (CNPF), André Tarallo (Elf-Aquitaine).

Une telle initiative ne manque pas d'audace au moment même où les Soviétiques semblent prendre leurs distances à l'égard du régime communiste : alors que le Président Dos Santos et les dirigeants du MPLA répètent depuis des années qu'il n'y a pas de guerre civile en Angola, seulement un problème externe avec la République Sud-africaine et ses « mercenaires » dirigés par Jonas Savimbi, Vladilène Vassev, un des responsables du ministère des affaires étrangères de l'URSS n'a pas hésité, lui, à souligner (*Temps Nouveaux* n° 31) que « les rapports du gouvernement angolais avec l'UNITA sont une question intérieure de l'Angola ».

Le modèle suisse, idéal politique des descendants de Lénine ?

Les journalistes soviétiques croient-ils eux-mêmes à l'efficacité des réformes annoncées depuis trois ans en URSS ? Considèrent-ils qu'il faudrait, pour les mener à bien, réformer le système soviétique jusqu'à le faire ressembler à un modèle occidental ?

On peut se le demander en lisant un récent article de l'un d'eux, Alexandre Ignatov (« Ac-

tualités soviétiques », 27 juillet 1988). Celui-ci écrivait en effet, à propos du Comité central du PC soviétique qui devait se réunir fin juillet à Moscou :

« ... on peut envisager les réunions du CC qui ont eu lieu depuis 1985, le 27^e congrès du PCUS, la 19^e conférence du Parti et la prochaine réunion du CC, comme des efforts qui donnent chaque fois une nouvelle impulsion au mouvement de la société. Mais, récemment, j'ai fait un cycle de conférences en Suisse sur la Réorganisation en URSS. Comme on le sait, la Suisse vit sans sessions du CC et sans impulsions. Et elle ne vit pas mal. Son économie est autogérée malgré de nombreuses difficultés et son système politique — qui ne manque pas d'insuffisances — est autorégulé avec succès ».

Quand Lénine vivait en exil en Suisse, pendant la première guerre mondiale, et y préparait le coup d'Etat bolchévique qui devait lui donner le pouvoir à Moscou, se doutait-il qu'il avait sous les yeux un modèle de société auquel on aspirerait après 70 ans d'un régime conçu suivant sa doctrine ?

Une dérobade : de G. Marchais la non-immixtion dans les affaires d'autrui :

Sans doute M. Marchais est-il quelque peu marri de ce que ni à Moscou ni à Prague, les dirigeants communistes n'aient prononcé la moindre condamnation de l'intervention militaire des pays socialistes en Tchécoslovaquie le 21 août 1968. Mais il se garde bien de leur en faire grief :

« Les Partis communistes qui ont approuvé l'intervention militaire, de même que ceux qui ont décidé celle-ci (en premier lieu le PC soviétique-E.O.) n'ont pas, à ma connaissance, modifié leur opinion à ce jour. C'est leur point

de vue. Nous le respectons. C'est en effet à chaque parti qu'il appartient de décider lui-même souverainement et en toute indépendance de sa politique et de ses prises de position » (*l'Humanité*, 22-8-1988).

Nous ne doutons pas que le secrétaire général du Parti communiste français ne soit l'esclave des grands principes, mais vous avouerez que ce respect des principes lui facilite singulièrement la tâche. Non seulement il n'a pas à porter de jugement défavorable sur des partis frères, notamment sur le Parti communiste de l'Union soviétique — ce qui est toujours délicat — mais encore il n'a même pas à examiner sérieusement les raisons que ces partis donnent de leur attitude : cela risquerait de l'amener soit à condamner des notions fondamentales du socialisme, soit à reconnaître qu'étant donné ces notions-là, les partis dont il n'ose approuver l'action étaient dans la droite ligne du mouvement communiste international.

En vérité, le principe de non-immixtion offre une dérobade facile, et c'est tout ce que les communistes lui demandent.

M. Marchais nous dira-t-il que c'était par souci de laisser le PC soviétique décider lui-même souverainement de sa politique que le Parti communiste français n'a jamais émis la moindre réserve (tout au contraire) à l'égard de Staline, de ses purges et de ses massacres de toutes sortes avant le rapport Khrouchtchev ?

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale.

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Principaux associés :
Claude HARMEL,
Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration :
16, avenue Raymond-Poincaré
75116 Paris - Tél. : 47.04.24.02

Prix de vente au numéro : 28 francs
Abonnement annuel : 275 francs
Etranger : 363 francs



livres

ERRANCE PROGRESSISTE

L'ouvrage que Francis Bergeron a consacré à l'itinéraire de J.-F. Lambert, ex-président d'« *Amnesty International* » en France (1), souffre peut-être de personnalisation. On dira que c'est là un bon moyen d'explorer de l'intérieur une insensible dérive et non une machination consciente. Il souffre aussi de son côté « patchwork » avec ses interviews, ses réflexions, ses lettres-annexes, ses dossiers de presse et ses multiples paginations.

L'« itinéraire » qui nous est proposé fait même douter de la pertinence de telles recherches. Jean-François Lambert adhère au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), puis à Amnesty, dont il assure la présidence française entre 1979 et 1982. Il reflète alors spontanément — concentre même parfois — l'air du temps en milieu « progressiste » ou même simplement intellectuel. J.-F. Revel, dans « *Comment les démocraties finissent* », avait bien souligné le zèle généralisé dans la civilisation démocratique « à forger avec un talent prolifique les arguments aptes à établir le bon droit de son adversaire et à nourrir le dossier accablant de ses propres insuffisances ». Et il avait relevé en particulier la générale myopie occidentale concernant le génocide communiste au Cambodge.

Le Cambodge — justement — et l'Afghanistan, constituent deux des repères majeurs évoqués par Bergeron et Lambert pour apprécier la dérive d'Amnesty. Rapport annuel 1975 : « *pour le département de la recherche, les allégations d'exécutions massives reposent sur des affirmations sans solidité et des récits de seconde main* ». 1976 : cinq lignes sur le Kampuchea démocratique. « *En fin de compte, il n'y a pas de quoi s'alarmer, concluent les rédacteurs* ». 1977 : « *Les exécutions massives (?) semblent avoir cessé, à quelques massacres sporadiques près* » !!! 1978 : « *Il est fait état de certains témoignages de réfugiés. Mais le rapport précise qu'un témoin a, lui, traversé le Cambodge et n'a rien vu de tout cela : 30 000 ou 40 000 témoins d'un côté, un seul témoin de l'autre. Mais Amnesty... considère qu'il n'est pas possible de conclure !* »

Relevons encore le refus d'Amnesty d'intervenir en faveur de *boat-people* et passons à l'Afghanistan.

J.-F. Lambert indique que le rapport publié début 1980 dénonça seulement les exécutions sommaires et les arrestations commises par l'équipe Amin, chassée précisément par les Sovi-

tiques. « *Du coup, le rapport d'Amnesty International plaidait en quelque sorte en faveur de l'intervention soviétique puisqu'il montrait comment le régime précédent avait jeté en prison des militants communistes* ».

Interprétation parfaitement plausible. Cette position est même explicitée par le progressiste Graham Green dans une ahurissante interview récemment accordée à *Politique Internationale* (2) : « *L'entrée des Soviétiques en Afghanistan... ne m'a absolument pas choqué. Le président Amin était un Stalinien de la pire espèce... A cause de lui, le pays était devenu... une véritable honte pour le communisme. Cela dit, je pense que les Soviétiques auraient dû organiser clandestinement l'assassinat d'Amin au lieu de monter une opération militaire...* ».

Plus tard, l'URSS ne sera jamais mise en accusation par Amnesty dans l'affaire afghane : « *Nous sommes de toute façon très loin du ton utilisé à l'égard du gouvernement américain quand il s'agit de l'Amérique centrale* ».

Il semble hélas que — comme sa « position cambodgienne » — la « position afghane » d'Amnesty ne fasse que refléter une opinion largement diffusée dans tout l'Occident. Michel Heller soulignait récemment (3) que les Soviétiques réussissaient à se retirer d'Afghanistan « *unaniment bénis comme des bienfaiteurs et des pacificateurs (au contraire des Américains fuyant le Vietnam sous les lazzis du monde entier)* ».

Les Soviétiques, ajoute-t-il amèrement, peuvent toujours compter sur la majorité des Occidentaux, victimes une fois de plus de leur « *incurable espoir de voir l'URSS se transformer et devenir un Etat comme les autres* ». Ils ne feront pas figure d'accusés.

Sur le CCFD, dont l'analyse occupe une courte première partie du livre, sur le fonctionnement interne d'Amnesty, sur l'affaire Derek Rocabut, cet ancien dirigeant du P.C. australien nommé chef du service des recherches d'Amnesty à Londres, le lecteur trouvera de nombreuses et intéressantes précisions, tout comme sur le système de défense des dirigeants d'A.I. Accusés de « complaisance » à l'égard de l'URSS, ils produisent des articles dirigés contre eux et parus dans la presse sociétale !

Louis Mermaz déclarait un jour à un journaliste qui l'interrogeait sur le goulag : « *Je dénonce autant que vous les excès (sic) du Goulag, qui sont une perversion (re-sic) du communisme. Mais je vous demande de dénoncer également cette monstruosité du système capitaliste qu'est la faim dans le monde* ».

Pierre RIGOULOT

(1) Francis Bergeron : *Itinéraire d'un Chrétien progressiste*, éd. Dominique Morin, Grez-en-Bouère 1988, 143 p.

(2) *Politique Internationale*, n° 39.

(3) Michel Heller : *La défaite soviétique en Afghanistan ou la « paix honteuse »*, *Géopolitique* n° 22, été 1988.